



**NATIONS
UNIES**



**Convention sur la lutte
contre la désertification**

Distr.
GÉNÉRALE

ICCD/COP(8)/2/Add.1*
27 août 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES

Huitième session

Madrid, 3-14 septembre 2007

**Point 6 de l'ordre du jour provisoire
Programme et budget**

PROGRAMME ET BUDGET

Note du secrétariat

Additif

Programme et budget pour l'exercice biennal 2008-2009

Résumé

1. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009, chiffré à 17 059 000 euros (23 027 000 dollars des États-Unis) vise à maintenir les ressources minimales nécessaires pour assurer aux Parties des prestations efficaces tout en tenant compte des dispositions de la Convention et des décisions de la Conférence des Parties. Le présent projet de budget de la Convention est en augmentation de 19,43 % en euros (37,84 % en dollars des États-Unis) par rapport à l'exercice précédent. En euros, cela représente un accroissement de 16,64 % et de 13,13 % pour le secrétariat et le Mécanisme mondial, respectivement, avant les frais généraux, la réserve de trésorerie et la contribution du pays hôte.

2. Suite à l'adoption du budget pour l'exercice biennal 2006-2007, le secrétariat a dû faire face à de graves contraintes budgétaires résultant du gel de 14 postes financés par le budget ordinaire et par les dépenses d'appui au programme (frais généraux) et les fonds supplémentaires. Dans le même temps, le secrétariat a vu augmenter les responsabilités qui lui sont confiées, comme cela est illustré par le lancement de deux nouveaux processus intergouvernementaux (Groupe de travail intersessions intergouvernemental et Groupe de travail spécial), la célébration de l'Année internationale des déserts et de la désertification (en 2006) et l'organisation de deux grandes réunions d'organes directeurs en moins de six mois (cinquième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et huitième session de la Conférence des Parties).

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

3. On peut s'attendre que les conclusions des travaux du Groupe de travail intersessions intergouvernemental et du Groupe de travail spécial, en particulier pour ce qui est de la formulation de politiques et de la définition de stratégies, entraînent un alourdissement des tâches confiées au secrétariat. Cela dit, la nature exacte, la portée et l'ampleur de ces nouvelles tâches sont à ce stade difficiles à estimer en termes de besoins supplémentaires en personnel. C'est pourquoi l'approche adoptée préconise une rationalisation plus poussée des attributions au sein du secrétariat. Pour faire face au surcroît de travail attendu, on a décidé, pour l'essentiel, de renforcer les principales fonctions de supervision plutôt que d'ajouter des postes financés par le budget de base.

4. Il convient de noter que le maintien des effectifs du secrétariat au niveau résultant de la septième session de la Conférence des Parties représenterait dès le départ une croissance nominale de 10,56 % en euros (28,34 % en dollars), en raison de plusieurs facteurs, notamment les fluctuations du taux de change, ainsi que la hausse annuelle des traitements et des prestations du personnel du système des Nations Unies dont il est fait état aux paragraphes 27 à 30 et à l'annexe I. Le présent budget-programme, tout en s'efforçant de contenir la croissance en termes financiers, représente environ 86,7 % des dépenses de personnel approuvées lors de la troisième session de la Conférence des Parties (43 postes approuvés, comme indiqué dans les dernières colonnes du tableau 5).

5. Durant l'exercice 2006-2007, le secrétariat ne fonctionnait pas à pleine capacité, certains postes financés par le budget ordinaire étant gelés, tandis que d'autres n'étaient pourvus qu'en fonction des besoins. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 prévoit la création d'un poste (de la classe P-2) et l'attribution de deux postes des services généraux précédemment gelés. Les projections concernant les besoins en ressources de l'exercice biennal (actualisation des coûts) sont basées sur l'exercice biennal 2006-2007. Certains postes resteront gelés durant l'exercice biennal en cours (voir les tableaux 6 et 7 de la page 19). Les montants comparatifs et l'évolution en pourcentage sont indiqués dans les tableaux des pages 8 et 13 à 18

TABLE DES MATIÈRES

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|--|--------------------|-------------|
| Sigles et abréviations | | 5 |
| I. GÉNÉRALITÉS | 1 – 6 | 6 |
| A. Mandat | 1 | 6 |
| B. Objet de la présente note | 2 – 6 | 6 |
| II. VUE D'ENSEMBLE | 7 – 24 | 6 |
| A. Orientation générale | 7 – 11 | 6 |
| B. Récapitulation des ressources nécessaires | 12 – 16 | 7 |
| C. Incidences de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar sur le projet de budget | 17 – 22 | 9 |
| D. Mesures éventuelles à prendre pour réduire les risques de fluctuations monétaires | 23 – 24 | 11 |
| III. MÉTHODES | 25 – 29 | 12 |
| A. Actualisation des coûts | 25 – 28 | 12 |
| B. Dépenses de personnel et autres dépenses | 29 | 12 |
| IV. ANALYSE DÉTAILLÉE DES RESSOURCES NÉCESSAIRES | 30 – 33 | 12 |
| V. BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009 | 34 – 98 | 20 |
| A. Direction exécutive et politique générale | 34 – 41 | 20 |
| B. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires | 42 – 49 | 22 |
| C. Science et technologie | 50 – 57 | 23 |
| D. Facilitation de la mise en œuvre | 58 – 65 | 25 |
| E. Relations extérieures et information | 66 – 73 | 28 |
| F. Services relatifs aux technologies de l'information et des communications | 74 – 78 | 30 |
| G. Services administratifs | 79 – 92 | 30 |
| H. Dépenses d'appui aux programmes | 93 – 94 | 33 |
| I. Réserve de trésorerie | 95 | 33 |
| J. Contribution du gouvernement du pays hôte au budget de base | 96 | 33 |
| K. Frais de transfert dans le complexe des Nations Unies à Bonn | 97 – 98 | 33 |

TABLE DES MATIÈRES (suite)

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|---|--------------------|-------------|
| VI. IMPRÉVUS ET FONDS SPÉCIAL POUR LA PARTICIPATION ... | 99 – 102 | 34 |
| VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS | 103 – 106 | 36 |
| A. Conclusions..... | 103 – 105 | 36 |
| B. Recommandations..... | 106 | 36 |

Annexes

| | |
|--|----|
| I. Hypothèses retenues pour calculer les coûts inscrits au budget..... | 38 |
| II. Évolution du dollar des États-Unis par rapport à l'euro de janvier 2001 à juin 2007 aux taux de change officiels de l'ONU | 41 |
| III. Évolution du budget – en dollars des États-Unis et en euros..... | 42 |
| IV. Évolution du budget, en dollars et en euros, pour les budgets approuvés et les différentes présentations | 43 |
| V. Variations du barème des traitements en 2001-2007 | 44 |
| VI. Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2008 et 2009..... | 45 |

Liste des tableaux

| | |
|--|----|
| 1. Récapitulatif des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2008-2009 | 8 |
| 2. Montant estimatif des ressources nécessaires par programme..... | 13 |
| 3. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense..... | 14 |
| 4. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense, après actualisation des coûts | 15 |
| 5. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense Croissance nominale nulle, croissance réelle nulle, tous les 43 postes approuvés étant pourvus..... | 17 |
| 6. Effectifs nécessaires pour le secrétariat de la Convention – postes approuvés | 19 |
| 7. Effectifs nécessaires pour le secrétariat de la Convention – postes financés..... | 19 |
| 8. Montant estimatif du budget conditionnel pour les services de conférence | 34 |
| 9. Dépenses de fonctionnement qu'entraînerait la tenue de la neuvième session de la Conférence des Parties à Bonn | 35 |
| 10. Estimation des dépenses du Fonds spécial..... | 35 |
| Diagramme: Effectif de base du secrétariat de la Convention proposé pour 2008-2009 | 20 |

Sigles et abréviations

| | |
|--------|---|
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique |
| BSCI | Bureau des services de contrôle interne |
| CCI | Corps commun d'inspection |
| CDB | Convention sur la diversité biologique |
| CE | Communauté européenne |
| ECOSOC | Conseil économique et social |
| FAO | Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture |
| ISO | Organisation internationale de normalisation |
| OCDE | Organisation de coopération et de développement économiques |
| OEA | Organisation des États américains |
| OIAC | Organisation pour l'interdiction des armes chimiques |
| OIT | Organisation internationale du Travail |
| OMD | Objectifs du Millénaire pour le développement |
| OMI | Organisation maritime internationale |
| OMM | Organisation météorologique mondiale |
| OMPI | Organisation mondiale de la propriété intellectuelle |
| OMS | Organisation mondiale de la santé |
| ONG | Organisations non gouvernementales |
| ONUDC | Office des Nations Unies contre la drogue et le crime |
| ONUDI | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel |
| ONUG | Office des Nations Unies à Genève |
| PAN | Programme d'action national |
| PAR | Programme d'action régional |
| PASR | Programme d'action sous-régional |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| SIG | Système intégré de gestion |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UIT | Union internationale des télécommunications |
| UPU | Union postale universelle |

I. GÉNÉRALITÉS

A. Mandat

1. Aux termes de l'alinéa *d* de l'article 10 du Règlement intérieur de la Conférence des Parties (décision 1/COP.1), l'ordre du jour provisoire de chaque session ordinaire de la Conférence comprend, selon le cas, le projet de budget ainsi que toutes les questions ayant trait aux comptes et aux arrangements financiers. En vertu des règles de gestion financière de la Conférence des Parties (décision 2/COP.1), le Secrétaire exécutif établit et présente aux Parties un projet de budget pour l'exercice biennal à venir.

B. Objet de la présente note

2. La Conférence des Parties a également demandé au Secrétaire exécutif d'indiquer, dans la présentation du budget par programme et par objet de dépense, les dépenses approuvées et les dépenses effectives de l'exercice biennal 2006-2007 et des exercices précédents, les dépenses envisagées pour l'exercice 2008-2009 avant réévaluation des coûts et le montant de ces réévaluations en dollars et en euros, ainsi qu'en pourcentage entre ces catégories (voir tableau 4).

3. La Conférence des Parties a en outre prié le Secrétaire exécutif d'expliquer les estimations et les hypothèses ayant servi à calculer les augmentations de coûts relatives à tous les objets de dépense (voir annexe I).

4. La Conférence des Parties a également demandé au Secrétaire exécutif de faire figurer à côté du projet de budget pour l'exercice biennal 2008-2009 deux scénarios de remplacement prévoyant le maintien du budget de base au niveau de celui de 2006-2007, avec une croissance nominale nulle pour le premier scénario et une croissance réelle nulle pour le second, en dollars des États-Unis et en euros dans les deux cas (voir tableau 5).

5. Les dépenses afférentes aux unités de coordination régionale, qui font l'objet du document ICCD/COP(8)/13, ne sont pas prises en considération dans le présent projet de budget.

6. Les Parties souhaiteront peut-être noter que le projet de budget devra sans doute tenir compte des décisions susceptibles d'avoir des incidences financières que la Conférence des Parties pourrait adopter à sa huitième session.

II. VUE D'ENSEMBLE

A. Orientation générale

7. La communauté internationale a reconnu, au niveau le plus élevé, la place spécifique de la Convention dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier ceux qui se rapportent à l'élimination de la pauvreté et à la sécurité alimentaire. Les incidences de plus en plus fortes des changements climatiques et de la variabilité du climat sur les habitants et les écosystèmes des terres arides rendent nécessaires l'adoption de stratégies d'atténuation et de programmes d'adaptation. L'adoption du nouveau domaine d'intervention «dégradation des sols» par le Fonds pour l'environnement mondial et l'élaboration du programme opérationnel relatif à la gestion durable des sols laissent entrevoir de nouvelles possibilités de mobiliser des ressources pour combattre la désertification.

8. Au 30 avril 2007, 96 pays avaient établi leur programme d'action national (PAN) visant à mettre en œuvre la Convention, tandis que les autres pays touchés étaient censés finaliser le leur avant la fin de 2005, comme prescrit dans la Déclaration de Bonn. La plupart d'entre eux ont indiqué que les processus de validation de leur PAN en étaient au stade ultime.

9. Des programmes d'action régionaux ont été lancés en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes dans le cadre de la promotion de réseaux thématiques; des mesures similaires au titre des autres annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional sont à un stade avancé. Un appui reste néanmoins nécessaire pour maintenir l'élan pris par ces initiatives.

10. Le principal défi à relever dans le cadre du processus découlant de la Convention pour l'exercice biennal à venir consiste à faire en sorte que les conditions requises pour l'exécution des programmes d'action soient réunies, en fonction des besoins et de manière coordonnée, en maintenant l'élan politique requis et en mobilisant les ressources correspondantes. Suite aux travaux du Groupe de travail intersessions intergouvernemental et du Groupe de travail spécial sur la communication de l'information, le consensus qui se fait jour à propos de la stratégie à suivre pour la mise en œuvre de la Convention devrait porter sur les points suivants: promotion des politiques, amélioration de la cohérence programmatique et de la collaboration institutionnelle à tous les niveaux, aspects financiers et techniques, renforcement de la gestion du savoir et de la qualité de l'information. Le secrétariat est censé jouer pleinement son rôle dans ce contexte.

11. Dans ce contexte, les principales tâches prévues dans le budget-programme du secrétariat pour 2008-2009 peuvent être récapitulées comme suit:

- a) Service des réunions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires;
- b) Promotion des politiques et facilitation du processus d'examen de la Convention grâce à un appui au suivi de la mise en œuvre de la Convention dans toutes les régions et aux arrangements consultatifs correspondants;
- c) Fourniture de conseils et d'un appui en vue du renforcement des dimensions scientifiques et thématiques du processus de mise en œuvre de la Convention;
- d) Élaboration d'une stratégie globale de sensibilisation et d'information à la lumière des directives données par la Conférence des Parties.

B. Récapitulation des ressources nécessaires

12. Le montant total des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2008-2009, y compris les dépenses d'appui au programme et la réserve de trésorerie, mais à l'exclusion des coûts éventuels des services de conférence, est présenté au tableau 1.

Tableau 1. Récapitulatif des ressources nécessaires pour l'exercice biennal 2008-2009
(En milliers de dollars ou d'euros)

| | 2002-2003 | | 2004-2005 | | 2006-2007 | | Total des ressources nécessaires pour 2008-2009 | | Accroissement (Diminution) | | Accroissement (Diminution) en pourcentage | |
|---|------------------|---------------|------------------|---------------|------------------|---------------|---|---------------|-----------------------------------|-----------------------------------|---|-----------------------------------|
| | Montant approuvé | | Montant approuvé | | Montant approuvé | | | | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 |
| Description | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | <i>1,0000</i> | <i>0,8569</i> | <i>1,0000</i> | <i>1,0850</i> | <i>1,0000</i> | <i>1,1696</i> | <i>1,0000</i> | <i>1,3500</i> | | | | |
| | (a) | (b) | (c) | (d) | (e) | (f) | (g) | (h) | | | (i) = (g/e) | (j) = (h/f) |
| Secrétariat | 10 742 | 12 537 | 11 281 | 10 399 | 11 945 | 10 212 | 16 083 | 11 915 | 4 138 | 1 703 | 34,64 | 16,64 |
| Mécanisme mondial | 3 525 | 4 113 | 3 701 | 3 411 | 3 886 | 3 323 | 5 075 | 3 759 | 1 189 | 436 | 30,60 | 13,13 |
| Total des programmes | 14 267 | 16 650 | 14 982 | 13 810 | 15 831 | 13 535 | 21 158 | 15 674 | 5 327 | 2 139 | 33,65 | 15,78 |
| Frais généraux | 1 855 | 2 165 | 1 948 | 1 794 | 2 058 | 1 759 | 2 751 | 2 038 | 693 | 279 | 33,67 | 15,85 |
| Réserve de trésorerie | 112 | 131 | 119 | 110 | 12 | 10 | 500 | 370 | 488 | 360 | 4 066,67 | 3 603,70 |
| Moins: contributions du pays hôte | (909) | (1 023) | (1 110) | (1 023) | (1 196) | (1 023) | (1 382) | (1 023) | (186) | - | 15,55 | - |
| Total des fonds – (Secrétariat + Mécanisme mondial) | 15 325 | 17 923 | 15 939 | 14 691 | 16 705 | 14 281 | 23 027 | 17 059 | 6 322 | 2 778 | 37,84 | 19,43 |
| Pourcentage | 91,74 | 125,48 | 95,41 | 102,85 | 100,00 | 100,00 | 137,84 | 119,43 | | | | |

13. Les principaux facteurs qui ont influé sur le projet de budget sont l'appréciation de l'euro par rapport au dollar, la création d'un poste P-2 au sein du Groupe chargé du Comité de la science et de la technologie, l'attribution des deux postes d'agent des services généraux et les ajustements annuels des barèmes des traitements applicables dans le système des Nations Unies.

14. Le projet de budget conserve la dotation en effectifs et prévoit un appui aux activités de base nécessaires. Il est proposé de créer un poste P-2 dans le domaine de la science et de la technologie afin de permettre au secrétariat d'assurer les services liés à la collecte, à l'analyse et à la diffusion des données et des informations. Aucune création ni aucun reclassement de poste ne sont proposés pour l'exercice biennal 2008-2009. Il est en outre proposé de financer entièrement et d'attribuer deux autres postes d'agent des services généraux au cours de l'exercice biennal 2008-2009 (les deux postes ont été gelés durant l'exercice biennal en cours).

15. Le projet de budget-programme du secrétariat pour l'exercice biennal 2008-2009 est en augmentation de 16,64 % en euros (34,64 % en dollars) par rapport au budget de l'exercice précédent. Par rapport au budget approuvé pour 2006-2007, le projet de budget représente une hausse de 19,43 % en euros (37,84 % en dollars).

16. L'appréciation de l'euro par rapport au dollar et les ajustements des barèmes des traitements dans le système des Nations Unies comptent pour environ 19 % dans l'accroissement du montant du projet de budget-programme en dollars. Parmi les autres facteurs, on peut citer les dépenses supplémentaires liées aux locaux du campus des Nations Unies, la hausse des coûts de l'assurance maladie et le renchérissement de la plupart des autres services et matériels.

C. Incidences de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar sur le projet de budget

17. Dans l'élaboration du programme et du budget 2008-2009, on s'est fondé sur la moyenne des taux de change officiels de l'ONU pour les mois de janvier à juin 2007, soit 1 euro pour 1,330 dollar. Au moment de l'élaboration du document relatif au budget, l'euro s'échangeait à 1,3500 dollar. Par conséquent, compte tenu de l'appréciation considérable de l'euro en avril 2007 et du taux de change officiel de l'ONU pour les mois de mai (1,3661 dollar) et juin 2007 (1,344 dollar), on a utilisé pour l'ensemble des calculs du budget un taux de change de 1,3500 dollar pour 1 euro.

18. Conformément aux règles de gestion financière et aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties, le secrétariat reçoit des ressources en dollars, tandis que ses dépenses sont principalement libellées en euros. Par conséquent, les fluctuations de ces deux monnaies influent directement sur le montant des ressources réelles dont le secrétariat et le Mécanisme mondial disposent pour fonctionner.

19. Pour le programme et le budget de l'exercice biennal 2008-2009, le secrétariat a dûment tenu compte de la décision adoptée par la Conférence des Parties, à sa septième session, au sujet du passage du dollar à l'euro comme monnaie budgétaire et comptable, ainsi que des dépenses supplémentaires qu'il faudrait engager si l'application de cette décision n'était pas reportée à 2010, date du changement des systèmes de comptabilité dans tous les organismes des Nations Unies. Peu de temps après la septième session de la Conférence des Parties, des contacts ont été pris avec l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), qui a été informé du libellé final

de la décision 23/COP.7, seul le projet de texte lui ayant été présenté lors de la septième session de la Conférence des Parties. L'ONUG a alors fait savoir que les changements préconisés dans cette décision étaient impossibles à mettre en œuvre en raison de l'incapacité du Système intégré de gestion (SIG) à traiter une monnaie comptable autre que le dollar. L'ONUG a en outre indiqué ne pas être en mesure de tenir les actifs du secrétariat en euros, comme décidé lors de la septième session de la Conférence des Parties. Le secrétariat a également informé le Bureau du résultat des consultations avec l'ONUG concernant la possibilité pour l'actuel système de gestion d'établir les rapports en euros. Il a rendu compte des nouvelles consultations entre représentants de l'Union européenne et l'ONUG. Ce dernier a répondu que la tenue des livres et l'établissement des rapports en euros seraient en contravention des réglementations en vigueur au sein de l'ONU et qu'en conséquence, pour des raisons de principe, il ne pourrait pas donner suite à la décision de la Conférence des Parties relative au système financier et comptable. Aussi cette question a-t-elle été renvoyée à la Conférence des Parties à sa huitième session.

20. Le secrétariat recommande que le barème des contributions soit calculé en euros. Comme par le passé, le versement des contributions pourra se faire en toute monnaie convertible, au taux de change en vigueur. Les Parties ont par le passé versé leurs contributions tout au long de chaque année de l'exercice biennal, au lieu du 1^{er} janvier de chaque année. Si cette façon de faire devait se poursuivre, les montants reçus au taux de l'euro en vigueur seraient plus proches du montant réel des dépenses de fonctionnement du secrétariat, qui sont libellées principalement en euros. En outre, les montants du budget approuvés, qui sont enregistrés en dollars dans le SIG, devront être ajustés tous les mois au taux de change officiel de l'ONU, de façon qu'ils reflètent les montants en euros au taux en vigueur sans que ne soit modifié le montant total en euros approuvé par la Conférence des Parties. Bien que cela ne représente pas une application intégrale de la décision 23/COP.7, le souci de garder les liens avec l'ONU par l'intermédiaire de l'ONUG (dont dépend le secrétariat pour le service de ses conférences, son système de comptabilité, ses états de paie, certaines fonctions liées aux ressources humaines, certaines activités d'achats et d'autres fonctions, le cas échéant) ainsi que l'incapacité du système de comptabilité du SIG de traiter de monnaies comptables autre que le dollar expliquent pourquoi cette solution «partielle» est nécessaire et recommandée à ce stade. En outre, cette solution permet d'atteindre sinon la totalité, du moins une partie des objectifs de la décision 23/COP.7, à savoir réduire le risque encouru par le secrétariat du fait des fluctuations du taux de change euro/dollar et assurer une adéquation partielle entre les contributions en euros et les dépenses de fonctionnement du secrétariat en euros.

21. Lorsqu'elles prendront en considération la gravité des contraintes budgétaires actuelles, les Parties pourront noter que la hausse du projet de budget résultant de la fluctuation des taux de change s'inscrit dans le contexte suivant: le budget de l'exercice biennal 2004-2005 avait été approuvé sur la base de celui de l'exercice 2000-2003 augmenté de 5 %, tandis que le budget de l'exercice 2006-2007 avait été approuvé sur la base de celui de l'exercice 2004-2005 augmenté de 5 %. Aucun crédit supplémentaire n'avait été prévu pour tenir compte de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar depuis juin/juillet 2001, date à laquelle le budget 2002-2003 a été établi (voir annexe II), pas que pour financer les augmentations des traitements effectifs du personnel qui se sont produites depuis 2001 dans l'ensemble du système des Nations Unies (voir annexe IV). Ainsi, la perte de valeur réelle du budget de la Convention représente environ 59 % en dollars (voir la dernière colonne en dollars du tableau 5).

22. On trouvera à l'annexe I un graphique montrant le rapport entre le dollar et l'euro sur la base des taux de change fixés chaque mois par l'ONU pour la période allant de janvier 2001 à mai 2007. Le graphique de l'annexe III compare les montants, en dollars et en euros, des budgets approuvés depuis 2002, comme préconisé par le Corps commun d'inspection (CCI).

D. Mesures éventuelles à prendre pour réduire les risques de fluctuations monétaires

23. L'adoption intégrale d'un système budgétaire et comptable tenant compte de la monnaie fonctionnelle¹ utilisée par le secrétariat, à savoir l'euro, serait un important moyen de réduire le risque de change. L'autre élément à envisager dans ce contexte serait un mécanisme qui permettrait de traiter les problèmes budgétaires se posant entre les sessions de la Conférence des Parties.

24. En vue de recenser des mesures propres à réduire les risques liés aux fluctuations monétaires, on a mené des consultations avec d'autres organismes des Nations Unies établis dans la zone euro. Les trois options ci-après sont présentées aux Parties pour examen:

a) Passer du dollar à l'euro pour le calcul des contributions. Cette mesure permet de répercuter sur les Parties l'effet des mouvements monétaires et de maintenir le budget approuvé à son niveau réel. Sur le plan pratique, les Parties seraient informées du montant de leurs contributions en euro sur la base du barème approuvé des quotes-parts. Le fait de changer de monnaie pour les contributions ne nécessiterait pas de transformations coûteuses dans les systèmes comptables existants;

b) Autoriser un organe subsidiaire (par exemple le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention) à se réunir entre les sessions de la Conférence des Parties pour examiner et approuver les modifications à apporter au budget en raison de mouvements monétaires ou d'autres facteurs imprévus intervenant entre les sessions, ou pour examiner et approuver une révision du budget pour la seconde année de l'exercice biennal;

c) Établir un budget conditionnel à utiliser uniquement en cas de fluctuations monétaires défavorables. Selon cette option, les Parties seraient invitées à verser une contribution au fonds de réserve en début d'exercice, pour que les ressources soient immédiatement disponibles en cas d'imprévu; l'utilisation de ce fonds serait examinée à chacune des sessions suivantes de la Conférence des Parties.

¹ D'après la Norme comptable internationale IAS 21, on entend par «monnaie fonctionnelle», la monnaie qui influe principalement sur les dépenses (main-d'œuvre, matériaux, et autres) liées à la fourniture de biens ou de services (il s'agit souvent de la monnaie dans laquelle ces dépenses sont libellées et réglées).

III. MÉTHODES

A. Actualisation des coûts

25. Par sa décision 23/COP.7, la Conférence des Parties a prié le Secrétaire exécutif de faire figurer dans la présentation du projet de budget des données montrant les dépenses proposées avant et après réévaluation des coûts, d'indiquer le montant de ces réévaluations en dollars et en euros, ainsi qu'en pourcentage et d'expliquer les estimations et les hypothèses ayant servi à calculer les augmentations de coûts.

26. Dans le présent projet de programme et de budget, on entend par actualisation (ou réévaluation) des coûts le processus consistant à évaluer les coûts réels du maintien, au cours de l'exercice biennal 2008-2009, de la structure organisationnelle existante approuvée pour l'exercice 2006-2007. Ce processus prend en compte les effets de facteurs extérieurs, indépendants des activités du secrétariat, sur les ressources inscrites au budget, ainsi que les niveaux réels des effectifs en place pour l'exercice 2006-2007.

27. L'actualisation des coûts tient compte des effets, sur chaque objet de dépense, de l'inflation, des hausses des barèmes des traitements normalement appliqués dans le système des Nations Unies ainsi que de leur application à Bonn, et des fluctuations monétaires, comme suit:

a) Les estimations de l'inflation sont fondées sur les différentes catégories de dépenses;

b) Les ajustements liés à l'évolution des normes salariales (ajustements périodiques et ajustements annuels d'échelons) sont fondés sur les barèmes des traitements en vigueur dans le système des Nations Unies au cours des périodes considérées. L'augmentation annuelle est estimée à 2,21 % pour le personnel de la catégorie des administrateurs et à 1,9 % pour les agents des services généraux. Il convient de noter que l'augmentation annuelle de janvier 2007 a été entièrement compensée par une baisse correspondante de l'indemnité de poste;

c) Les modifications dues aux variations des taux de change ont été calculées sur la base des taux de change mensuels effectivement pratiqués par l'ONU. Ces modifications influent sur le traitement des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs sous la forme d'une indemnité de poste, dont l'évolution est présentée dans le graphique de l'annexe IV.

28. Le tableau 5 montre comment on a actualisé les coûts de 2006-2007 pour parvenir au projet de budget pour 2008-2009.

B. Dépenses de personnel et autres dépenses

29. Pour les hypothèses utilisées aux fins de la projection des dépenses de personnel et des autres dépenses, voir l'annexe I.

IV. ANALYSE DÉTAILLÉE DES RESSOURCES NÉCESSAIRES

30. L'analyse détaillée des ressources nécessaires figure dans les tableaux 2, 3, 4 et 5.

Tableau 2. Montant estimatif des ressources nécessaires par programme
(En milliers de dollars/euros)

| Description des activités | Total 2002-2003 | | Total 2004-2005 | | Total 2006-2007 | | 2008 | 2009 | Total 2008-2009 | | Accroissement (diminution) | | Accroissement (diminution) en pourcentage | |
|---|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|---------|---------|-----------------|--------|-----------------------------------|-------|---|----------|
| | | | | | | | | | | | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 | | 2008-2009 par rapport à 2006-2007 | |
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Dollars | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | 1,0000 | 0,8569 | 1,0000 | 1,085 | 1,0000 | 1,1696 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,3500 | | | | |
| Programmes du secrétariat: | | | | | | | | | | | | | | |
| Direction exécutive et politique générale | 1 550 | 1 809 | 1 550 | 1 429 | 1 750 | 1 496 | 1 114 | 1 173 | 2 287 | 1 693 | 537 | 197 | 30,69 | 13,24 |
| Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires | 1 360 | 1 588 | 1 266 | 1 167 | 1 101 | 941 | 726 | 648 | 1 374 | 1 017 | 273 | 76 | 24,80 | 8,20 |
| Sciences et technologie | 929 | 1 084 | 1 023 | 943 | 735 | 628 | 587 | 626 | 1 213 | 899 | 478 | 271 | 65,03 | 43,11 |
| Facilitation de la mise en œuvre | 3 487 | 4 069 | 4 009 | 3 695 | 4 492 | 3 841 | 2 799 | 2 934 | 5 733 | 4 247 | 1 241 | 406 | 27,63 | 10,55 |
| Relations extérieures et information | 900 | 1 050 | 741 | 683 | 963 | 823 | 519 | 548 | 1 067 | 790 | 104 | (33) | 10,80 | (3,99) |
| Technologies de l'information et des communications | 130 | 152 | 159 | 147 | 311 | 266 | 315 | 336 | 651 | 482 | 340 | 216 | 109,32 | 80,98 |
| Services administratifs et financiers | 2 386 | 2 785 | 2 533 | 2 335 | 2 593 | 2 217 | 1 840 | 1 918 | 3 758 | 2 787 | 1 165 | 570 | 44,93 | 25,49 |
| Total partiel – Programmes du secrétariat | 10 742 | 12 537 | 11 281 | 10 399 | 11 945 | 10 212 | 7 900 | 8 183 | 16 083 | 11 915 | 4 138 | 1 703 | 34,64 | 16,64 |
| Mécanisme mondial | 3 525 | 4 113 | 3 701 | 3 411 | 3 886 | 3 323 | 2 512 | 2 563 | 5 075 | 3 759 | 1 189 | 436 | 30,60 | 13,13 |
| Total – Programmes | 14 267 | 16 650 | 14 982 | 13 810 | 15 831 | 13 535 | 10 412 | 10 746 | 21 158 | 15 674 | 5 327 | 2 139 | 33,65 | 15,78 |
| Frais généraux | 1 855 | 2 165 | 1 948 | 1 794 | 2 058 | 1 759 | 1 354 | 1 397 | 2 751 | 2 038 | 693 | 279 | 33,67 | 15,85 |
| Réserve de trésorerie | 112 | 131 | 119 | 110 | 12 | 10 | 246 | 254 | 500 | 370 | 488 | 360 | 4 066,67 | 3 603,70 |
| Montant estimatif total des ressources nécessaires | 16 234 | 18 946 | 17 049 | 15 714 | 17 901 | 15 304 | 12 012 | 12 397 | 24 409 | 18 082 | 6 508 | 2 778 | 36,36 | 18,13 |
| Moins: Contribution du gouvernement du pays hôte | 909 | 1 023 | 1 110 | 1 023 | 1 196 | 1 023 | 691 | 691 | 1 382 | 1 023 | 186 | – | 15,55 | – |
| Montant net | 15 325 | 17 923 | 15 939 | 14 691 | 16 705 | 14 281 | 11 321 | 11 706 | 23 027 | 17 059 | 6 322 | 2 778 | 37,84 | 19,43 |
| Pourcentages | 91,74 | 125,48 | 95,41 | 102,85 | 100,00 | 100,00 | | | 137,84 | 119,43 | | | | |

Tableau 3. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | Total 2002-2003 | | Total 2004-2005 | | Total 2006-2007 | | 2008 | 2009 | Total 2008-2009 | | Accroissement (diminution) | | Accroissement (diminution) en pourcentage | |
|--|-----------------|--------|-----------------|--------|-----------------|--------|---------|---------|-----------------|--------|----------------------------|---------|---|----------|
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Dollars | Dollars | Euros | Euros | Dollars | Euros | Dollars |
| <i>Taux de change utilisé</i> | 1,0000 | 0,8569 | 1,0000 | 1,0850 | 1,0000 | 1,1696 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,3500 | | | | |
| Dépenses de personnel | 6 890 | 8 040 | 8 623 | 7 949 | 8 016 | 6 856 | 5 563 | 5 840 | 11 403 | 8 447 | 1 591 | 3 387 | 23,20 | 42,25 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | – | – | – | – | 494 | 422 | 78 | 81 | 159 | 116 | (306) | (335) | (72,37) | (67,81) |
| Assurance du personnel | – | – | – | – | 36 | 31 | 48 | 50 | 98 | 72 | 41 | 62 | 133,55 | 172,22 |
| Assurance maladie après la cessation de service | – | – | – | – | – | – | 16 | 29 | 45 | 34 | 34 | 45 | – | – |
| Consultants et experts | 410 | 478 | 282 | 260 | 382 | 327 | 269 | 302 | 571 | 425 | 98 | 189 | 29,63 | 49,48 |
| Formation | 70 | 82 | 68 | 63 | 200 | 171 | 120 | 120 | 240 | 178 | 7 | 40 | 3,98 | 20,00 |
| Moyens logistiques pour les réunions | 539 | 629 | 167 | 154 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Voyages autorisés des fonctionnaires | 1 387 | 1 619 | 530 | 488 | 1 073 | 917 | 575 | 598 | 1 173 | 869 | (48) | 100 | (5,28) | 9,32 |
| Services contractuels | 140 | 163 | 62 | 57 | 20 | 17 | 165 | 60 | 225 | 166 | 149 | 205 | 880,00 | 1 025,00 |
| Frais généraux de fonctionnement | 646 | 754 | 739 | 680 | 789 | 671 | 484 | 497 | 981 | 729 | 58 | 192 | 7,94 | 24,33 |
| Dépenses de représentation | 40 | 47 | 27 | 25 | 15 | 13 | 6 | 12 | 18 | 13 | – | 3 | 2,54 | 20,00 |
| Fournitures et matériels | 280 | 327 | 121 | 113 | 220 | 189 | 156 | 174 | 330 | 244 | 55 | 110 | 29,95 | 50,00 |
| Frais de gestion des installations communes | 340 | 398 | 662 | 610 | 700 | 598 | 420 | 420 | 840 | 622 | 24 | 140 | 4,05 | 20,00 |
| Total partiel – Programmes du secrétariat de la Convention | 10 742 | 12 537 | 11 281 | 10 399 | 11 945 | 10 212 | 7 900 | 8 183 | 16 083 | 11 915 | 1 703 | 4 138 | 16,64 | 34,64 |
| Crédits budgétaires alloués au Mécanisme mondial | 3 525 | 4 113 | 3 701 | 3 411 | 3 886 | 3 323 | 2 512 | 2 563 | 5 075 | 3 759 | 436 | 1 189 | 13,13 | 30,60 |
| Total – Programmes | 14 267 | 16 650 | 14 982 | 13 810 | 15 831 | 13 535 | 10 412 | 10 746 | 21 158 | 15 674 | 2 139 | 5 327 | 15,78 | 33,65 |
| Frais généraux | 1 855 | 2 165 | 1 948 | 1 794 | 2 058 | 1 759 | 1 354 | 1 397 | 2 751 | 2 038 | 279 | 693 | 15,85 | 33,67 |
| Réserve de trésorerie | 112 | 131 | 119 | 110 | 12 | 10 | 246 | 254 | 500 | 370 | 360 | 488 | 3 603,70 | 4 066,67 |
| Montant estimatif total des ressources nécessaires | 16 234 | 18 946 | 17 049 | 15 714 | 17 901 | 15 304 | 12 012 | 12 397 | 24 409 | 18 082 | 2 788 | 6 508 | 18,13 | 36,36 |
| Moins: Contribution du gouvernement du pays hôte | 909 | 1 023 | 1 110 | 1 023 | 1 196 | 1 023 | 691 | 691 | 1 382 | 1 023 | – | 186 | – | 15,55 |
| Montant net | 15 325 | 17 923 | 15 939 | 14 691 | 16 705 | 14 281 | 11 321 | 11 706 | 23 027 | 17 059 | 2 788 | 6 322 | 19,43 | 37,84 |
| Pourcentages | 91,74 | 125,48 | 95,41 | 102,85 | 100,00 | 100,00 | | | 137,84 | 119,43 | | | | |

Tableau 4. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense, après actualisation des coûts
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | Total 2002-2003 | | Total 2004-2005 | | Total 2006-2007 | | Total 2008-2009 aux taux de 2006-2007 | Calcul des dépenses prévues pour 2008-2009 après actualisation des taux de 2006-2007 | | | | Après actualisation des coûts | | | |
|--|--------------------|-----------|--------------------------------|--|--------------------|--------|--|---|--------|--------|--------|-------------------------------|--------|------------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Ajustements pour actualiser les coûts | | | Total | 2008 | 2009 | Total 2008- 2009 | Total 2008- 2009 |
| | Taux de change | Inflation | Coûts salariaux standard | Total des ajustements à apporter | | | | | | | | | | | |
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | | | | | | | | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | 1,0000 | 0,8569 | 1,0000 | 1,085 | 1,0000 | 1,1696 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,3500 |
| Dépenses de personnel | 6 890 | 8 040 | 8 623 | 7 949 | 8 016 | 6 856 | 9 680 | 1 485 | 73 | 166 | 1 723 | 5 563 | 5 840 | 11 403 | 8 447 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | – | – | – | – | 494 | 422 | 137 | 19 | 1 | 2 | 22 | 78 | 81 | 159 | 116 |
| Assurance du personnel | – | – | – | – | 36 | 31 | 88 | 9 | 1 | – | 10 | 48 | 50 | 98 | 72 |
| Assurance maladie après la cessation de service | – | – | – | – | – | – | 38 | 6 | 1 | – | 7 | 16 | 29 | 45 | 34 |
| Consultants et experts | 410 | 478 | 282 | 260 | 382 | 327 | 518 | 48 | 5 | – | 53 | 269 | 302 | 571 | 425 |
| Formation | 70 | 82 | 68 | 63 | 200 | 171 | 215 | 23 | 2 | – | 25 | 120 | 120 | 240 | 178 |
| Moyens logistiques pour les réunions | 539 | 629 | 167 | 154 | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – |
| Voyages autorisés des fonctionnaires | 1 387 | 1 619 | 530 | 488 | 1 073 | 917 | 1 054 | 111 | 8 | – | 119 | 575 | 598 | 1 173 | 869 |
| Services contractuels | 140 | 163 | 62 | 57 | 20 | 17 | 203 | 20 | 2 | – | 22 | 165 | 60 | 225 | 166 |
| Frais généraux de fonctionnement | 646 | 754 | 739 | 680 | 789 | 674 | 877 | 97 | 7 | – | 104 | 484 | 497 | 981 | 729 |
| Dépenses de représentation | 40 | 47 | 27 | 25 | 15 | 13 | 17 | 1 | – | – | 1 | 6 | 12 | 18 | 13 |
| Fournitures et matériels | 280 | 327 | 121 | 113 | 220 | 189 | 299 | 29 | 2 | – | 33 | 156 | 174 | 330 | 244 |
| Frais de gestion des installations communes | 340 | 398 | 662 | 610 | 700 | 595 | 753 | 81 | 6 | – | 87 | 420 | 420 | 840 | 622 |

| Objet de dépense | Total 2002-2003 | | Total 2004-2005 | | Total 2006-2007 | | Total 2008-2009 aux taux de 2006-2007 | Calcul des dépenses prévues pour 2008-2009 après actualisation des taux de 2006-2007 | | | | Après actualisation des coûts | | | |
|---|--------------------|-----------|--------------------------------|--|--------------------|--------|--|---|--------|--------|--------|-------------------------------|--------|------------------------|------------------------|
| | | | | | | | | Ajustements pour actualiser les coûts | | | Total | 2008 | 2009 | Total 2008- 2009 | Total 2008- 2009 |
| | Taux de change | Inflation | Coûts salariaux standard | Total des ajustements à apporter | | | | | | | | | | | |
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | | | | | | | | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | 1,0000 | 0,8569 | 1,0000 | 1,085 | 1,0000 | 1,1696 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,0000 | 1,3500 |
| Total partiel – Programmes du secrétariat de la Convention | 10 742 | 12 537 | 11 281 | 10 399 | 11 945 | 10 212 | 13 879 | 1 929 | 108 | 168 | 2 204 | 7 900 | 8 183 | 16 083 | 11 915 |
| Crédits budgétaires alloués au Mécanisme mondial | 3 525 | 4 113 | 3 701 | 3 411 | 3 886 | 3 323 | 4 396 | 571 | 33 | 75 | 679 | 2 512 | 2 563 | 5 075 | 3 759 |
| Total – Programmes | 14 267 | 16 650 | 14 982 | 13 810 | 15 831 | 13 535 | 18 275 | 2 500 | 141 | 243 | 2 883 | 10 412 | 10 746 | 21 158 | 15 674 |
| Frais généraux | 1 855 | 2 165 | 1 948 | 1 794 | 2 058 | 1 759 | 2 376 | 324 | 19 | 32 | 375 | 1 354 | 1 397 | 2 751 | 2 038 |
| Réserve de trésorerie | 112 | 131 | 119 | 110 | 12 | 10 | 230 | 233 | 14 | 23 | 270 | 246 | 254 | 500 | 370 |
| Total – Montant estimatif des ressources nécessaires | 16 234 | 18 946 | 17 049 | 15 714 | 17 901 | 15 304 | 20 881 | 3 057 | 174 | 298 | 3 528 | 12 012 | 12 397 | 24 409 | 18 082 |
| Moins: Contribution du gouvernement du pays hôte | 909 | 1 023 | 1 110 | 1 023 | 1 196 | 1 023 | 1 196 | 186 | – | – | 186 | 691 | 691 | 1 382 | 1 023 |
| Montant net | 15 325 | 17 923 | 15 939 | 14 691 | 16 705 | 14 281 | 19 685 | 2 871 | 174 | 298 | 3 342 | 11 321 | 11 706 | 23 027 | 17 059 |
| Montants en euros | | | | | | | 14 581 | 2 128 | 129 | 221 | 2 478 | 8 386 | 8 673 | 17 059 | |
| Pourcentages | 91,74 | 125,48 | 95,41 | 102,85 | 100,00 | 100,00 | 117,84 | 17,19 | 1,04 | 1,78 | 20,00 | | | 137,84 | 119,43 |

Tableau 5. Montant estimatif des ressources nécessaires par objet de dépense
Croissance nominale nulle, croissance réelle nulle, tous les 43 postes approuvés étant pourvus
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | Montant réel/approuvé 2002-2003 | | Montant réel/approuvé 2004-2005 | | Montant réel/approuvé 2006-2007 | | Croissance nominale nulle en dollar ^a 2008-2009 | | Croissance nominale nulle en euro ^b 2008-2009 | | Croissance réelle nulle ^b 2008-2009 | | Budget, tel que proposé 2008-2009 | | Tous les 43 postes approuvés étant pourvus ^c 2008-2009 | |
|--|---------------------------------|--------|---------------------------------|-------|---------------------------------|--------|--|--------|--|--------|--|--------|-----------------------------------|--------|---|--------|
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | 1,0000 | 0,8569 | 1,0000 | 1,085 | 1,0000 | 1,1696 | 1,0000 | 1,3500 | 1,0000 | 1,3500 | 1,0000 | 1,3500 | 1,0000 | 1,3500 | 1,0000 | 1,3500 |
| Dépenses de personnel | 6 890 | 8 040 | 8 623 | 7 949 | 8 016 | 6 856 | 7 971 | 8 863 | 9 279 | 6 823 | 10 540 | 7 806 | 11 403 | 8 447 | 13 229 | 9 799 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | - | - | - | - | 494 | 422 | 494 | 365 | 574 | 422 | 573 | 423 | 159 | 116 | 172 | 127 |
| Assurance du personnel | - | - | - | - | 36 | 31 | 36 | 28 | 42 | 31 | 42 | 30 | 98 | 72 | 123 | 91 |
| Assurance maladie après la cessation de service | - | - | - | - | - | - | 45 | 33 | 45 | 35 | 45 | 33 | 45 | 34 | 46 | 34 |
| Consultants et experts | 410 | 478 | 282 | 260 | 382 | 327 | 382 | 283 | 445 | 327 | 443 | 327 | 571 | 425 | 651 | 482 |
| Formation | 70 | 82 | 68 | 63 | 200 | 171 | 200 | 149 | 233 | 171 | 232 | 171 | 240 | 178 | 350 | 259 |
| Moyens logistiques pour les réunions | 539 | 629 | 167 | 154 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Voyages autorisés des fonctionnaires | 1 387 | 1 619 | 530 | 488 | 1 073 | 917 | 1 073 | 791 | 1 247 | 917 | 1 244 | 920 | 1 173 | 869 | 1 472 | 1 090 |
| Services contractuels | 140 | 163 | 62 | 57 | 20 | 17 | 20 | 17 | 23 | 17 | 23 | 17 | 225 | 166 | 385 | 285 |
| Frais généraux de fonctionnement | 646 | 754 | 739 | 680 | 789 | 674 | 789 | 582 | 918 | 675 | 1 017 | 752 | 981 | 729 | 1 162 | 861 |
| Dépenses de représentation | 40 | 47 | 27 | 25 | 15 | 13 | 15 | 13 | 18 | 13 | 17 | 12 | 18 | 13 | 19 | 14 |
| Fournitures et matériels | 280 | 327 | 121 | 113 | 220 | 189 | 220 | 164 | 256 | 188 | 347 | 256 | 330 | 244 | 467 | 346 |
| Frais de gestion des installations communes | 340 | 398 | 662 | 610 | 700 | 595 | 700 | 517 | 813 | 595 | 845 | 647 | 840 | 622 | 945 | 700 |

| Objet de dépense | Montant réel/approuvé 2002-2003 | | Montant réel/approuvé 2004-2005 | | Montant réel/approuvé 2006-2007 | | Croissance nominale nulle en dollar ^a 2008-2009 | | Croissance nominale nulle en euro ^b 2008-2009 | | Croissance réelle nulle ^b 2008-2009 | | Budget, tel que proposé 2008-2009 | | Tous les 43 postes approuvés étant pourvus ^c 2008-2009 | |
|--|---------------------------------|--------|---------------------------------|--------|---------------------------------|--------|--|--------|--|--------|--|--------|-----------------------------------|--------|---|--------|
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| Total partiel – Programmes du secrétariat de la Convention | 10 742 | 12 537 | 11 281 | 10 399 | 11 945 | 10 212 | 11 945 | 8 813 | 13 893 | 10 212 | 15 398 | 11 394 | 16 083 | 11 915 | 19 021 | 14 088 |
| Crédits budgétaires alloués au Mécanisme mondial | 3 525 | 4 113 | 3 701 | 3 411 | 3 886 | 3 323 | 3 886 | 2 859 | 4 519 | 3 323 | 4 576 | 3 390 | 5 075 | 3 759 | 5 075 | 3 759 |
| Total – Programmes | 14 267 | 16 650 | 14 982 | 13 810 | 15 831 | 13 535 | 15 831 | 11 672 | 18 412 | 13 535 | 19 868 | 14 784 | 21 158 | 15 674 | 24 096 | 17 847 |
| Frais généraux | 1 855 | 2 165 | 1 948 | 1 794 | 2 058 | 1 759 | 2 058 | 1 515 | 2 392 | 1 759 | 2 583 | 1 923 | 2 751 | 2 038 | 3 104 | 2 299 |
| Réserve de trésorerie | 112 | 131 | 119 | 110 | 12 | 10 | – | – | – | – | 379 | 108 | 500 | 370 | 755 | 559 |
| Total – Montant estimatif des ressources nécessaires | 16 234 | 18 946 | 17 049 | 15 714 | 17 901 | 15 304 | 17 889 | 13 187 | 20 804 | 15 294 | 22 830 | 16 814 | 24 409 | 18 082 | 27 955 | 20 705 |
| Moins: Contribution du gouvernement du pays hôte | 909 | 1 023 | 1 110 | 1 023 | 1 196 | 1 023 | 1 391 | 1 023 | 1 391 | 1 023 | 1 391 | 1 023 | 1 382 | 1 023 | 1 391 | 1 023 |
| Montant net | 15 325 | 17 923 | 15 939 | 14 691 | 16 705 | 14 281 | 16 498 | 12 164 | 19 413 | 14 271 | 21 439 | 15 792 | 23 027 | 17 059 | 26 563 | 19 682 |
| En pourcentage du montant estimatif total des ressources nécessaires | 91,74 | 125,48 | 95,41 | 102,85 | 100,00 | 100,00 | 99,93 | 85,16 | 116,29 | 99,91 | 128,34 | 110,56 | 137,84 | 119,43 | 159,01 | 137,79 |

Notes de bas de page:

À l'exception de la colonne intitulée «Budget, tel que proposé», aucun reclassement ni aucune création de poste ne sont pris en compte dans les calculs ci-dessus.

^a «Croissance nominale nulle»: On conserve les montants en dollar ou en euro, à l'exception de la contribution du gouvernement du pays hôte et des services contractuels.

^b «Croissance réelle nulle»: On chiffre les effectifs actuels du secrétariat aux coûts courants et on établit les projections des autres dépenses de fonctionnement sur la base des montants effectifs prévus.

^c «Tous les 43 postes approuvés étant pourvus»: On chiffre l'ensemble des postes approuvés dans le budget 2002-2003 aux taux actuels et on augmente les autres dépenses en tenant compte du montant estimatif des ressources supplémentaires nécessaires (à savoir assurance, voyages, fournitures et matériels, formation, etc.) qu'exige le maintien de ces postes. Pour le Mécanisme mondial, 14 postes (approuvés pour 2002-2003) ont été pris en compte dans le projet de budget pour 2008-2009; par conséquent, les montants sont les mêmes que ceux du projet de budget 2008-2009.

31. Pour l'année 2009, la réserve de trésorerie nécessaire est chiffrée à 1 470 000 euros (1 984 000 dollars), dont 1 100 000 euros (1 485 000 dollars) devraient être reportés de l'exercice biennal précédent.

32. Les postes approuvés pour le secrétariat sont indiqués dans le tableau 6 ci-dessous.

Tableau 6. Effectifs nécessaires pour le secrétariat de la Convention – postes approuvés

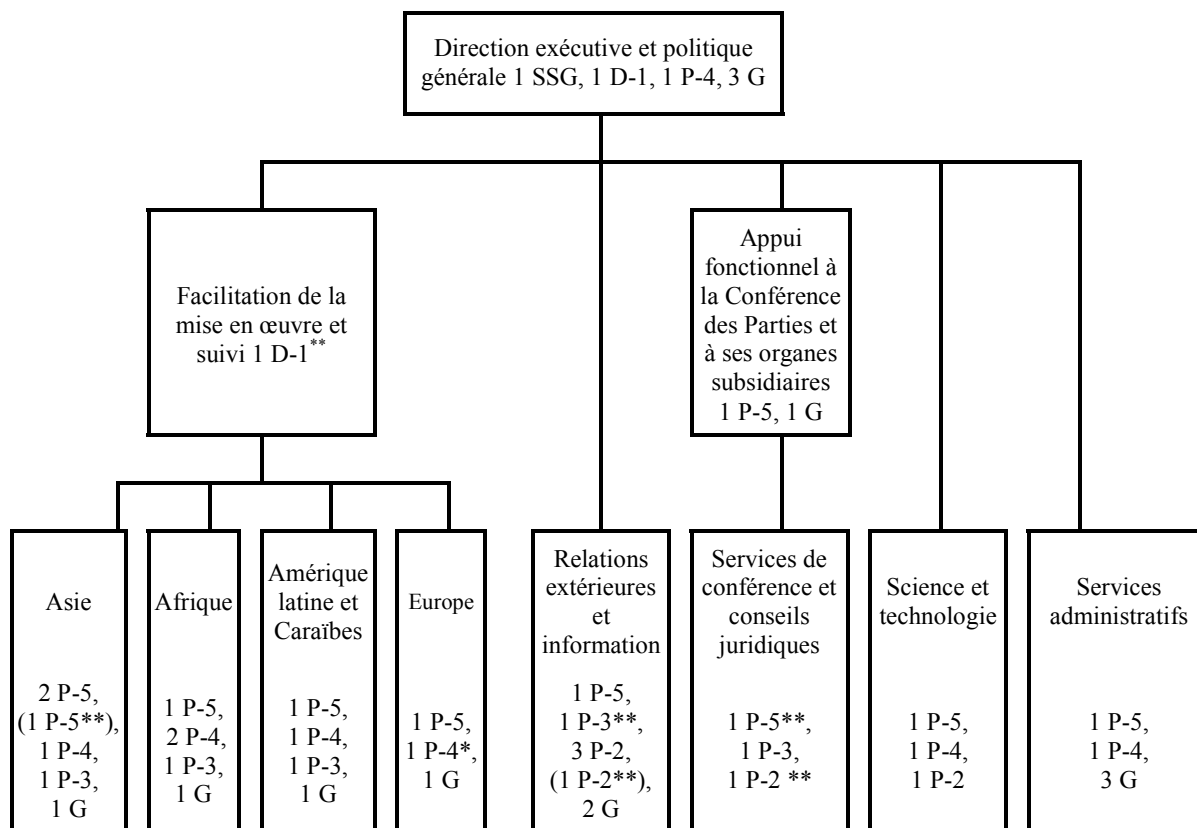
| | Coût annuel moyen 2008-2009 | | 2002- 2003 | 2004- 2005 | 2006- 2007 | 2008- 2009 |
|--|--------------------------------|-------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Dollars | Euros | | | | |
| A. Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur | (en milliers) | | | | | |
| SSG | 258 | 191 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| D-2 | 247 | 183 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| D-1 | 224 | 166 | 2 | 2 | 2 | 2 |
| P-5 | 203 | 150 | 10 | 10 | 10 | 10 |
| P-4 | 171 | 127 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| P-3 | 150 | 111 | 5 | 5 | 5 | 5 |
| P-2 | 112 | 83 | 4 | 4 | 4 | 5 |
| Total partiel A | | | 30 | 30 | 30 | 31 |
| B. Agents des services généraux | 100 | 74 | 13 | 13 | 13 | 13 |
| Total (A + B) | | | 43 | 43 | 43 | 44 |

33. Il convient de créer un poste P-2 au sein du Groupe de la science et de la technologie pour permettre au secrétariat d'assurer la collecte, l'analyse et la diffusion des données et des informations. Le financement de deux postes des services généraux précédemment gelés (l'un relevant de la Direction exécutive et l'autre du groupe de la facilitation) sera rétabli afin que ces deux unités administratives puissent faire face à la charge de travail actuelle. On trouvera au tableau 7 les effectifs proposés pour chaque unité administrative.

Tableau 7. Effectifs nécessaires pour le secrétariat de la Convention – postes financés

| | Total | Direction exécutive | Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires | CST | Facilitation | Relations extérieures et information | TIC | ADMIN |
|------------------------------------|-------|------------------------|---|-----|--------------|---|-----|-------|
| SSG | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| D-2 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| D-1 | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| P-5 | 8,0 | 0,0 | 1,0 | 1,0 | 4,0 | 0,7 | 0,3 | 1,0 |
| P-4 | 8,0 | 1,0 | 0,0 | 1,0 | 5,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 |
| P-3 | 4,0 | 0,0 | 1,0 | 0,0 | 3,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| P-2 | 3,0 | 0,0 | 0,0 | 1,0 | 0,0 | 1,0 | 1,0 | 0,0 |
| Total partiel A | 25,0 | 3,0 | 2,0 | 3,0 | 12,0 | 1,7 | 1,3 | 2,0 |
| B. Agents des services généraux | 13,0 | 3,0 | 1,0 | 0,0 | 4,0 | 2,0 | 0,0 | 3,0 |
| Total (A + B) | 38,0 | 6,0 | 3,0 | 3,0 | 16,0 | 3,7 | 1,3 | 5,0 |

**Diagramme: Effectif de base du secrétariat de la Convention proposé pour 2008-2009
(postes approuvés)**



* Travaillant à temps partiel dans l'unité Asie pour s'occuper des pays parties d'Asie centrale.

** Postes devant rester gelés au cours de l'exercice biennal 2008-2009.

V. BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 2008-2009

A. Direction exécutive et politique générale

34. **Aperçu du programme:** Le programme «Direction exécutive et politique générale» englobe à la fois la gestion du secrétariat et les fonctions à assumer face aux tâches définies par la Convention et la Conférence des Parties.

35. **Objectif pour l'exercice biennal:** Le secrétariat fonctionne efficacement et s'attache à répondre en temps voulu aux besoins des Parties, conformément aux dispositions de la Convention et aux décisions pertinentes de la Conférence des Parties.

36. **Fondement des activités:** Article 23 de la Convention, articles pertinents des annexes concernant la mise en œuvre au niveau régional et décisions pertinentes de la Conférence des Parties.

37. **Activités:**

- Remaniement du programme et de la structure à la lumière de l'examen stratégique et élaboration d'un programme de travail correspondant;
- Planification et coordination des travaux du secrétariat;
- Fourniture de conseils et d'un appui au Président et au Bureau de la Conférence des Parties, ainsi qu'au Président et au Bureau du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention;
- Planification, organisation et application des procédures de gestion internes;
- Supervision de l'administration du secrétariat;
- Promotion, analyse et suivi des nouvelles questions de politique générale;
- Mobilisation de ressources supplémentaires;
- Collaboration avec le Fonds pour l'environnement mondial, ainsi qu'avec le Mécanisme mondial et les membres de son comité de facilitation;
- Coordination de la représentation du secrétariat dans les instances internationales et autres, et promotion de liens avec d'autres organisations et processus internationaux pertinents;
- Fonctions d'enregistrement et de courrier.

38. **Résultats escomptés:** Le processus découlant de la Convention bénéficie d'un appui politique. Les travaux du secrétariat sont efficacement planifiés et coordonnés, de façon à répondre aux mandats intergouvernementaux.

39. **Besoins en ressources:**

| | | |
|--|--|------------------|
| Personnel | Effectif de base: 1 SSG, 1 D-1, 1 P-4, 3 G | |
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 1 901 000 | 1 408 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 29 000 | 21 000 |
| Services de consultants | 22 000 | 16 000 |
| Frais de voyage | 317 000 | 235 000 |
| Frais de représentation | 18 000 | 13 000 |
| <i>Total – Direction exécutive et politique générale</i> | <i>2 287 000</i> | <i>1 693 000</i> |

40. **Besoins en ressources pour l'appui au programme:** 2 P-5, 1 P-3, 2 G.

41. Il sera demandé un appui pour faire face aux besoins en matière d'examen et de remaniement des programmes, ainsi qu'aux faits nouveaux en matière de politique générale découlant par exemple des seizième et dix-septième sessions de la Commission du développement durable consacrées à l'Afrique, à l'agriculture, à la sécheresse, à la désertification, aux terres et au développement rural.

B. Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires

42. **Aperçu du programme:** Le programme «Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires» fournit un appui organisationnel et fonctionnel et des conseils juridiques à la Conférence des Parties, à ses organes subsidiaires et à ses organes directeurs. Il aide également les Parties à appliquer les décisions de la Conférence des Parties en offrant des services consultatifs et en facilitant la collaboration entre les Parties et les organisations et institutions compétentes.

43. **Objectif pour l'exercice biennal:** Les installations de conférence, les documents et les services nécessaires sont mis à la disposition des organes constitués en vertu de la Convention à chacune de leurs sessions. Un appui et des services juridiques sont fournis aux Parties sur des questions se rapportant à l'application et à l'interprétation des décisions de la Conférence des Parties.

44. **Fondement des activités:** Article 23 de la Convention et décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment les décisions 7/COP.7, 8/COP.7, 12/COP.7, 21/COP.7, 22/COP.7, 30/COP.7 et 31/COP.7.

45. **Activités:**

- Planification, fourniture et supervision des installations de conférence, des arrangements sécuritaires et protocolaires et d'autres services pour toutes les sessions des organes créés en vertu de la Convention;
- Planification et gestion des procédures relatives à la documentation;
- Notification et information des Parties et des observateurs au sujet des sessions des organes créés en vertu de la Convention;
- Suivi des mesures prises en application des décisions des organes créés en vertu de la Convention;
- Conseils et analyse de points de droit se rapportant aux questions dont est saisie la Conférence des Parties et aux travaux du secrétariat;
- Appui aux Parties aux fins de l'application rationnelle des décisions de la Conférence des Parties.

46. **Résultats escomptés:** Les sessions des organes créés en vertu de la Convention sont organisées efficacement et bénéficient d'un appui efficace et rationnel. Des conseils judicieux sur des questions de procédure et de droit ainsi que sur les aspects de fond liés au processus découlant de la Convention sont fournis aux organes créés en vertu de la Convention, aux Parties et au secrétariat. La documentation est établie en temps voulu.

47. **Besoins en ressources:**

| Personnel | Effectif de base: 1 P-5, 1 P-3, 1 G | |
|--|-------------------------------------|------------------|
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 904 000 | 670 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 12 000 | 8 000 |
| Services de consultants | 140 000 | 104 000 |
| Frais de voyage | 207 000 | 153 000 |
| Appui logistique au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention | 111 000 | 82 000 |
| Moyens logistiques nécessaires à une réunion du groupe de travail | Pour mémoire | Pour mémoire |
| <i>Total – Appui fonctionnel à la Conférence des Parties et à ses organes subsidiaires</i> | <i>1 374 000</i> | <i>1 017 000</i> |

48. Le coût total des moyens logistiques nécessaires pour organiser les sessions du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention est estimé à 550 000 euros (743 000 dollars). Le coût des moyens logistiques pour une réunion de cinq jours du groupe de travail de la communication de l'information est estimé à 175 000 euros (236 000 dollars).

49. **Besoins en ressources pour l'appui au programme:** 1 G.

C. Science et technologie

50. **Aperçu du programme:** Le programme «Science et technologie» fournit un appui fonctionnel au Comité de la science et de la technologie et à son groupe d'experts. Il gère également la communication et le travail en réseau sur des questions de caractère scientifique et technique, et tient à jour le fichier d'experts indépendants. Il permet de définir des approches et des méthodes de mise en œuvre synergique et d'établir des contacts avec la communauté scientifique internationale.

51. **Objectifs pour l'exercice biennal:** Ils consistent à fournir de manière efficace et en temps voulu des informations et données scientifiques et technologiques pertinentes étroitement liées à la mise en œuvre de la Convention dans le cadre du processus découlant de celle-ci et à favoriser une collaboration scientifique et technologique avec les organisations, institutions et organismes compétents.

52. **Fondement des activités:** Article 24 de la Convention et décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment les décisions 1/COP.7, 3/COP.7, 4/COP.7, 8/COP.7, 12/COP.7, 13/COP.7, 14/COP.7, 15/COP.7, 16/COP.7, 17/COP.7, 18/COP.7, 19/COP.7 et 20/COP.7.

53. **Activités:**

- Fourniture de services et de conseils, en temps opportun, au Comité de la science et de la technologie et au Groupe d'experts ainsi qu'à leurs bureaux respectifs;
- Élaboration de la documentation destinée au Comité de la science et de la technologie, à ses groupes spéciaux et au Groupe d'experts, selon qu'il convient, notamment pour la gestion et la mise à jour du fichier d'experts indépendants;
- Moyens de faciliter la collecte et la diffusion d'informations sur les thèmes prioritaires du Comité de la science et de la technologie (systèmes d'alerte rapide, connaissances traditionnelles, stratégies de communication de l'information et d'utilisation de celle-ci en vue de recourir aux meilleures pratiques permettant de lutter contre la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse, climat et dégradation des sols, repères et indicateurs, approche intégrée de l'évaluation de la dégradation des sols, surveillance, vulnérabilité et remise en état) ainsi que sur les domaines d'intervention du programme de travail du Groupe d'experts;
- Coopération avec les secrétariats d'autres conventions et suivi des travaux de leurs organes subsidiaires, en particulier dans le cadre du Groupe mixte de liaison entre les trois Conventions de Rio, du programme de travail commun entre la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification relatif à la diversité biologique dans les zones arides et subhumides, des travaux de la Convention-cadre sur les changements climatiques concernant l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et la foresterie, et des programmes d'action nationaux aux fins de l'adaptation;
- Liaison avec les institutions et processus pertinents, dont le Bilan du Millénaire relatif aux écosystèmes et le projet relatif à l'évaluation de la dégradation des terres en zone aride.

54. **Résultats escomptés:** Des documents de qualité, soumis en temps opportun, sont élaborés à l'intention du Comité de la science et de la technologie et de la Conférence des Parties, pour examen. Le programme de bourses d'études de la Convention est mis en place. Les liens entre la mise en œuvre de la Convention et les travaux réalisés dans le cadre d'autres conventions, institutions et processus pertinents sont renforcés. L'exécution du programme de travail du Groupe d'experts est facilitée.

55. **Besoins en ressources:**

| Personnel | Effectif de base: 1 P-5, 1 P-4, 1 P-2 | |
|--|---------------------------------------|----------------|
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 971 000 | 719 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 10 000 | 7 000 |
| Services de consultant | 134 000 | 100 000 |
| Frais de voyage | 98 000 | 73 000 |
| Moyens logistiques nécessaires pour les réunions* | Pour mémoire | Pour mémoire |
| <i>Total – Comité de la science et de la technologie</i> | <i>1 213 000</i> | <i>899 000</i> |

* L'appui logistique aux réunions du Bureau du Comité de la science et de la technologie est estimé à 89 000 euros (120 000 dollars), l'appui logistique aux réunions du Groupe d'experts à 296 000 euros (400 000 dollars) et les dépenses annexes en faveur des membres du Groupe d'experts à 178 000 euros (240 000 dollars) pour l'exercice biennal.

56. Le secrétariat entend créer un centre d'excellence pour la collecte, l'analyse et la diffusion de données et d'informations relatives à la désertification au profit des Parties, d'où la nécessité d'employer à temps complet un fonctionnaire de la classe P-2 pour gérer un tel système. À cet effet, il est proposé de créer un poste P-2 financé par le budget de base. Un expert associé (financé par un pays donateur) pourvoit actuellement à ces besoins depuis 2004.

57. Des contributions supplémentaires seront sollicitées pour la fourniture d'informations et des initiatives pilotes dans les domaines suivants: repères et indicateurs, systèmes d'alerte rapide et transfert de savoir-faire et de technologies; thème prioritaire des travaux du Comité de la science et de la technologie; facilitation des travaux du Groupe d'experts; programme de bourses d'études de la Convention; promotion des effets de synergie par le biais du programme de travail commun entre la Convention sur la diversité biologique et la Convention sur la lutte contre la désertification; évaluations et surveillance; activités d'atténuation de la sécheresse; climat et dégradation des sols.

D. Facilitation de la mise en œuvre

58. **Aperçu du programme:** Le programme «Facilitation de la mise en œuvre» comprend quatre sous-programmes, concernant respectivement l'Afrique, l'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes, et l'Europe, ce dernier englobant les pays de la Méditerranée septentrionale et de l'Europe centrale et orientale. Il s'agit d'un programme de fond visant à aider les pays parties, directement ou de concert avec d'autres Parties, à s'acquitter des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention. Ce programme permet d'accomplir certaines des fonctions essentielles confiées à l'ensemble du secrétariat qui se rapportent aux objectifs de la Convention, de façon à en assurer une mise en œuvre intégrale et adéquate. Les travaux consistent à apporter aux organes créés en application de la Convention (Conférence des Parties, Comité chargé de

l'examen de la mise en œuvre de la Convention, Mécanisme mondial, Comité de la science et de la technologie) et aux autres unités administratives du secrétariat une aide dans l'élaboration de contributions de fond. Il est prévu que le poste D-1 de coordonnateur principal soit pourvu au sein du Groupe de la facilitation au cours de l'exercice biennal 2008-2009 pour mieux assumer les tâches de coordination des politiques et de planification à l'intention des différents sous-groupes.

59. **Objectifs pour l'exercice biennal:** Conseils pratiques, programmation, mise en œuvre, assistance technique, suivi et établissement de rapports, facilitation d'initiatives prioritaires en vue d'aider les Parties à satisfaire à leurs obligations en application de la Convention.

60. **Fondement des activités:** Article 23, article 18 de l'annexe I, article 8 de l'annexe II, article 7 de l'annexe III et article 8 de l'annexe V de la Convention, et décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment les décisions 1/COP.7, 3/COP.7, 8/COP.7, 9/COP.7, 12/COP.7, le paragraphe 69 du document ICCD/CRIC(1)/5/Add.3 et les décisions connexes des réunions régionales et sous-régionales ainsi que les demandes émanant directement des pays parties.

61. **Activités:**

- Appui à la mise en œuvre et au suivi de la Convention conformément aux conclusions du Groupe de travail intersessions intergouvernemental, du Groupe de travail spécial de l'établissement des rapports, des réunions régionales et des forums régionaux de la Convention et aux décisions connexes de la Conférence des Parties et, dans cette optique, aide efficace à toutes les Parties concernant notamment l'établissement des rapports nationaux, sous-régionaux et régionaux;
- Fourniture d'informations cohérentes et réalisation d'analyses pour permettre à la Conférence des Parties et au Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention de passer en revue les progrès accomplis dans l'application de la Convention sur la base des renseignements communiqués par les Parties et les autres intervenants concernés;
- Élaboration de rapports techniques aux niveaux national, sous-régional et régional en vue de la mise en œuvre de la Convention, en application des décisions adoptées par les Parties aux échelons régional et interrégional;
- Conseils pratiques à tous les niveaux grâce aux informations et aux avis donnés aux centres de liaison, aux organisations non gouvernementales (ONG) et à la communauté scientifique sur différents aspects du processus d'application de la Convention;
- Renforcement de la coordination, facilitation de la mise en œuvre et coopération à tous les niveaux, y compris la facilitation et la mise en œuvre des programmes d'action régionaux et sous-régionaux, ainsi que le travail en réseau dans et entre les régions, et fourniture d'apports analytiques sur des sujets spécifiques;
- Promotion d'une mise en œuvre synergique à tous les niveaux et appui à l'amélioration des meilleures pratiques correspondantes;

- Promotion d'une gestion plus efficace de l'information concernant la mise en œuvre des meilleures pratiques;
- Facilitation des partenariats entre pays touchés et entre ceux-ci et les programmes de soutien multilatéraux et bilatéraux ainsi que les instances et institutions compétentes;
- Promotion de l'intégration des PAN dans les programmes de développement et du renforcement des approches participatives, en collaboration étroite avec le Mécanisme mondial;
- Exécution du programme de travail commun de concert entre le Mécanisme mondial et le secrétariat de la Convention, ainsi que d'autres institutions régionales; liaison avec le Comité de la science et de la technologie sur des questions scientifiques aux fins de l'application pratique de solutions fondées sur des méthodes scientifiques;
- Facilitation de la mise en place et du renforcement de réseaux et constitution de réseaux d'ONG et d'organisations communautaires aux niveaux régional et sous-régional;
- Facilitation de l'élaboration de projets pilotes nationaux dans le cadre des PAN, avec le concours financier et technique des institutions compétentes.

62. **Résultats escomptés:** Production en temps opportun d'outils de surveillance et de directives correspondantes et appui à l'élaboration de rapports nationaux précis et complets par les pays parties touchés et les pays développés parties, ainsi que des rapports sous-régionaux et/ou régionaux dans toutes les régions, et aux travaux d'analyse correspondants. Contribution aux avancées réalisées dans la mise en œuvre de la Convention, formulation des PAN et ajustements à apporter au processus de mise au point des programmes d'action, facilitation de la mise en œuvre, coordination et coopération aux niveaux sous-régional, régional et interrégional. Contribution fonctionnelle à la gestion efficace des sessions du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention et de la Conférence des Parties et à la réalisation des produits se rapportant à ces organes ainsi qu'au Mécanisme mondial par le biais de consultations régionales et de services consultatifs. Appui fonctionnel à l'administration, notamment au groupe des relations extérieures et de l'information, pour des questions ponctuelles inscrites à l'ordre du jour à la suite de décisions prises par la Conférence des Parties ou au niveau régional.

63. **Besoins en ressources:**

| Personnel | Effectif de base: 4 P-5, 5 P-4, 3 P-3, 4 G | |
|--|--|------------------|
| | <u>Dollar</u> | <u>Euro</u> |
| Dépenses de personnel | 5 027 000 | 3 724 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 64 000 | 47 000 |
| Services de consultant | 192 000 | 143 000 |
| Frais de voyage | 450 000 | 333 000 |
| <i>Total – Facilitation de la mise en œuvre</i> | <i>5 733 000</i> | <i>4 247 000</i> |

64. **Besoins en ressources pour l'appui au programme:** *1 G.*

65. Des contributions supplémentaires seront sollicitées pour les activités suivantes: établissement des rapports nationaux; réunions d'examen collégial et réunions visant à préparer la neuvième session de la Conférence des Parties; ateliers et initiatives pilotes aux niveaux national, sous-régional et régional sur des thèmes prioritaires, en particulier dans le cadre des programmes d'action régionaux et sous-régionaux. Un financement complémentaire sera également sollicité pour des ateliers et initiatives pilotes concernant les synergies à tous les niveaux, et pour faciliter des réunions consultatives en vue de donner effet aux priorités fixées dans les PAN et d'exécuter le programme de travail relatif aux PAR. À cet égard, un programme de travail à réaliser de concert avec le Mécanisme mondial sera exécuté.

E. Relations extérieures et information

66. **Aperçu du programme:** Le programme «Relations extérieures et information» a pour objet de faciliter la coordination interorganisations, notamment la présentation de rapports à l'Assemblée générale sur des questions statutaires ou ponctuelles, d'appuyer la participation des ONG au processus découlant de la Convention et de fournir des informations tant générales que ciblées sur la Convention. Au cours de l'exercice biennal 2008-2009, une importance particulière sera également accordée à l'élaboration d'une stratégie globale de communication à la lumière des orientations stratégiques données par la Conférence des Parties et en tenant dûment compte de l'expérience acquise à l'occasion de l'Année internationale des déserts et de la désertification ainsi que des nouvelles possibilités offertes par d'importantes réunions ayant pour objet de définir des politiques, dont les seizième et dix-septième sessions de la Commission du développement durable.

67. **Objectifs pour l'exercice biennal:** Orientation effective des apports de la Convention en vue d'en faire davantage mention dans les instances internationales. Appui visant à répondre aux besoins d'information des Parties et gestion de l'information, des technologies de l'information, de la bibliothèque et des relations extérieures, de façon à contribuer à une meilleure sensibilisation et à un engagement accru en faveur de la Convention au niveau mondial. Appui au programme «Direction exécutive et politique générale» et à d'autres unités administratives du secrétariat sur des questions d'information et de relations extérieures, ainsi que sur des questions liées aux activités d'information en général.

68. **Fondement des activités:** Article 23 de la Convention, décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment les décisions 1/COP.7 et 3/COP.7, et résolution 58/211 de l'Assemblée générale.

69. **Activités:**

- Mise au point et exécution d'une stratégie globale de communication relative à la Convention à la lumière des orientations stratégiques données par la Conférence des Parties;
- Consultations et collaboration avec les principaux organismes concernés sur des questions touchant à la Convention;

- Préparation et suivi de grandes réunions et manifestations;
- Appui à une réelle participation des ONG, des organisations communautaires et d'autres parties intéressées au processus découlant de la Convention;
- Élaboration, production et diffusion d'informations;
- Gestion et mise à jour du site Web de la Convention;
- Action de sensibilisation auprès des médias;
- Développement et gestion de la bibliothèque.

70. **Résultats escomptés:** Les questions relatives à la mise en œuvre de la Convention bénéficient d'une plus grande attention dans les principaux processus intergouvernementaux, la société civile participe davantage au processus découlant de la Convention et des informations sur la Convention sont largement diffusées auprès des Parties, des observateurs, des médias et du public en général.

71. **Besoins en ressources:**

| | | |
|--|--|----------------|
| Personnel | Effectif de base: 1 P-5 (70 %), 1 P-2, 2 G | |
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 905 000 | 671 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 16 000 | 12 000 |
| Services de consultant | 38 000 | 28 000 |
| Frais de voyage | 77 000 | 57 000 |
| Impression et publications | 31 000 | 22 000 |
| <i>Total – Relations extérieures et information</i> | <i>1 067 000</i> | <i>790 000</i> |

72. Les travaux d'impression et les publications se rapportent pour l'essentiel aux tâches d'information et de sensibilisation énumérées ci-dessus.

73. Des contributions supplémentaires seront sollicitées pour les activités, les manifestations et le matériel d'information à prévoir dans le cadre de la stratégie renforcée de communication, la présentation de questions clés se rapportant à la Convention, ainsi que la participation d'ONG aux réunions et manifestations concernant la Convention et les préparatifs connexes.

F. Services relatifs aux technologies de l'information et des communications

74. **Aperçu du programme:** Le groupe des services relatifs aux technologies de l'information et des communications (TIC) fournit un appui informatique au secrétariat. Le matériel informatique fait l'objet d'un programme de remplacement des ordinateurs (un tiers d'entre eux environ sont remplacés chaque année, conformément aux pratiques établies dans d'autres organisations des Nations Unies). La partie «logiciel» englobe une mise à niveau des logiciels du secrétariat, notamment le remplacement du réseau de base et des systèmes d'exploitation clients et l'amélioration des logiciels d'application en fonction des normes actuelles. À partir de la fin de 2007, les fabricants cesseront d'entretenir bon nombre des logiciels actuellement utilisés par le secrétariat, notamment les systèmes d'exploitation des PC et des serveurs. Le groupe relève du programme «Relations extérieures et information», mais les crédits nécessaires à ce titre font l'objet d'une présentation distincte, le BSCI (Bureau des services de contrôle interne) ayant recommandé à l'occasion d'un audit que les activités relatives aux TIC soient mises en évidence et financées séparément.

75. **Fondement des activités:** Article 23 de la Convention et décisions pertinentes de la Conférence des Parties, notamment les décisions 1/COP.7 et 3/COP.7, et résolution 58/211 de l'Assemblée générale.

76. **Activités:** Fourniture de services informatiques au secrétariat et aux réunions se rapportant à la Convention.

77. **Besoins en ressources:**

| | | |
|--|---------------------------------------|----------------|
| Personnel | Effectif de base: 1 P-5 (30 %), 1 P-2 | |
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 345 000 | 255 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 4 000 | 3 000 |
| Matériel et logiciel informatiques | 300 000 | 222 000 |
| Publications | 2 000 | 2 000 |
| <i>Total – Relations extérieures et information</i> | <i>651 000</i> | <i>482 000</i> |

78. **Besoins en ressources pour l'appui au programme:** 1 P-2, 1 G

G. Services administratifs

79. **Aperçu du programme:** Le groupe des services d'administration aide le Secrétaire exécutif à planifier, mettre en place, coordonner, contrôler et gérer les ressources du secrétariat et fournit l'appui voulu aux travaux de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires.

80. **Objectif pour l'exercice biennal:** Les activités du secrétariat sont gérées de manière efficace et rationnelle conformément aux règles et directives de l'ONU, aux règles de gestion

financière prévues au titre de la Convention et aux instructions et mesures administratives pertinentes.

81. **Fondement des activités:** Article 23 de la Convention et décisions 2/COP.1 et 23/COP.7.

82. **Activités:**

- Suivi de l'exécution du budget pour l'exercice biennal 2007-2008;
- Affectation des crédits budgétaires, suivi et ordonnancement des dépenses;
- Fourniture de moyens logistiques efficaces et rationnels pour faciliter les négociations intergouvernementales, et achats;
- Suivi des contributions au budget de base et diffusion d'informations financières et de renseignements concrets sur les contributions volontaires auprès des donateurs;
- Recensement des besoins communs et des possibilités de collaboration sur diverses questions, concernant notamment le complexe des Nations Unies;
- Gestion des ressources humaines (procédures de recrutement, système de notation du secrétariat, dispositions à prendre pour la formation du personnel, etc.);
- Fourniture de conseils techniques et d'un appui en matière de services informatiques;
- Coordination des travaux des vérificateurs externes et internes des comptes et réponses à apporter à leurs conclusions;
- Services à fournir en matière de voyage au personnel et aux représentants bénéficiant d'une aide financière, délivrance de billets, administration des avances de fonds, traitement et règlement des demandes de remboursement des frais de voyage;
- Tâches mensuelles de rapprochement des comptes (sommes à verser et à recevoir) pour faciliter les procédures comptables et examen périodique des engagements non réglés pour en assurer la liquidation en temps voulu.

83. **Résultats escomptés:** Meilleur suivi des responsabilités en matière de gestion, contrôle et préservation des actifs du secrétariat. Les documents budgétaires et les rapports de gestion sont présentés conformément aux orientations stratégiques données par la Conférence des Parties et diffusés en temps opportun. Des informations financières sont communiquées en temps voulu et l'appui logistique aux activités est fourni avec efficacité. Le respect des règles et directives en vigueur à l'ONU est garanti. Le personnel recruté est hautement compétent et les procédures de recrutement prennent dûment en considération les principes de parité entre les sexes et de répartition géographique. Les données financières sont correctement consignées dans le Système intégré de gestion (SIG). Les compétences du personnel sont constamment passées en revue et réajustées en fonction des exigences professionnelles par le biais de la formation. Le milieu de travail, qu'il s'agisse de l'espace ou des outils disponibles, est propice à la production de travaux de qualité.

84. **Besoins en ressources:**

| Personnel | Effectif de base: 1 P-5, 1 P-4, 3 G | |
|--|-------------------------------------|------------------|
| | <u>Dollars</u> | <u>Euros</u> |
| Dépenses de personnel | 1 350 000 | 1 000 000 |
| Personnel temporaire (autre que pour les réunions) et heures supplémentaires | 24 000 | 18 000 |
| Assurance maladie après la cessation de service | 45 000 | 34 000 |
| Services de consultant | 45 000 | 34 000 |
| Frais de voyage | 24 000 | 18 000 |
| Assurance du personnel | 98 000 | 72 000 |
| Formation et perfectionnement | 240 000 | 178 000 |
| Services contractuels | 114 000 | 84 000 |
| Frais généraux de fonctionnement | 948 000 | 705 000 |
| Fournitures et matériel | 30 000 | 22 000 |
| Frais de gestion des installations communes | 840 000 | 622 000 |
| <i>Total – Services administratifs</i> | <i>3 758 000</i> | <i>2 787 000</i> |

85. **Besoins en ressources pour l'appui au programme:** 1 P-2, 6 G.

86. Les dispositions actuelles, selon lesquelles l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) fournit, moyennant remboursement, des services de gestion des ressources humaines, seront en principe maintenues tout au long de l'exercice biennal.

87. L'assurance maladie après la cessation de service, contribution obligatoire (responsabilité contractuelle) à fournir au titre de la Convention au régime d'assurance maladie des fonctionnaires retraités remplissant les conditions requises, est prise en compte dans les documents comptables (et le budget) du secrétariat en fonction des versements effectués. La valeur actuarielle des prestations futures et les charges à payer accumulées (non compris les cotisations des retraités) se chiffraient au 31 décembre 2005 à 2 972 000 euros (4 012 000 dollars) et 1 279 000 euros (1 727 000 dollars), respectivement, et ces montants ont été consignés dans les états financiers conformément à la politique suivie par l'ONU.

88. L'assurance du personnel est obligatoire dans le système des Nations Unies.

89. Les frais généraux de fonctionnement se rapportent surtout aux dépenses de communication et à des postes de dépense analogues.

90. La rubrique «fournitures et matériel» englobe principalement des fournitures de bureau ordinaires et des équipements de bureau à remplacer selon les besoins au cours de l'exercice biennal.

91. Les frais de gestion des installations communes correspondent aux dépenses qu'entraîne l'occupation des locaux attribués au secrétariat de la Convention, notamment les services collectifs de distribution et le coût des services communs que se partagent tous les organismes des Nations Unies installés dans le complexe des Nations Unies à Bonn.

92. Des contributions supplémentaires seront sollicitées pour la formation comme suite aux orientations stratégiques données par la Conférence des Parties. La formation à dispenser au personnel du secrétariat de la Convention pour adapter ses compétences va au-delà des cours d'informatique et de l'apprentissage des langues officielles de l'ONU, qui sont une des prestations offertes à tous les fonctionnaires en poste dans des organismes des Nations Unies. Le personnel participera à plusieurs cours de formation au cours de l'exercice biennal, car il n'y a guère eu de formation de fond pendant l'exercice en cours ni pendant les exercices antérieurs.

H. Dépenses d'appui aux programmes

93. Conformément aux règles de gestion financière de l'ONU, les comptes de la Convention sont soumis à un prélèvement au titre de l'appui aux programmes de 13 % sur toutes les dépenses effectuées, cette somme étant payable à l'ONU pour les services administratifs rendus au secrétariat de la Convention. Une partie en est restituée à ce dernier pour couvrir certains de ses propres frais de fonctionnement, conformément à la décision 4/COP.4.

94. Sur la base de dépenses d'un montant de 7 713 000 euros (10 412 000 dollars) en 2008 et de 7 960 000 euros (10 746 000 dollars) en 2009 pour le budget de base (avant les frais généraux, la réserve de trésorerie et la contribution du pays hôte), on peut estimer ce prélèvement (frais généraux) à 1 003 000 euros (1 354 000 dollars) en 2008 et à 1 035 000 euros (1 397 000 dollars) en 2009.

I. Réserve de trésorerie

95. Dans sa décision 23/COP.7, la Conférence des Parties a décidé de maintenir la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du budget de base approuvé, y compris les frais généraux. À la fin de 2007, la réserve de trésorerie devrait s'élever à 1 100 000 euros (1 485 000 dollars).

J. Contribution du gouvernement du pays hôte au budget de base

96. Conformément à l'offre qu'il a faite au secrétariat, le Gouvernement allemand versera chaque année à celui-ci 511 292 euros (690 244 dollars), en sus de sa contribution en tant que Partie.

K. Frais de transfert dans le complexe des Nations Unies à Bonn

97. Le Gouvernement allemand a offert de mettre à la disposition des organismes des Nations Unies établis à Bonn d'autres locaux à usage de bureaux se trouvant dans les anciens bâtiments du Parlement allemand (Bundestag). Au nom du Secrétaire général de l'ONU et en sa qualité de représentant désigné pour l'application de l'accord relatif aux locaux conclu entre l'ONU et la République fédérale d'Allemagne, l'Administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement a fait savoir à l'autorité compétente du Gouvernement allemand que les organismes des Nations Unies établis à Bonn appréciaient au plus haut point

la décision d'aménager un complexe des Nations Unies qu'ils pourraient définitivement occuper sans frais supplémentaires.

98. Le secrétariat a déménagé dans le nouveau complexe des Nations Unies en juin 2006. La répartition de l'ensemble des coûts entre le Gouvernement allemand et les organismes des Nations Unies qui s'y sont installés fait encore l'objet de consultations avec toutes les parties concernées. Le Gouvernement allemand a gelé jusqu'à la fin de 2009 la part revenant aux organismes des Nations Unies dans certains des frais de fonctionnement des installations. Après cela, les montants qui seront à la charge des organismes des Nations Unies devront être négociés avec lui: il est à prévoir qu'ils seront supérieurs à ceux qui sont actuellement assumés par les organismes des Nations Unies établis à Bonn. En outre, d'autres frais de fonctionnement (non compris dans les montants «gelés» par le Gouvernement allemand) liés à l'entretien et à l'exploitation des installations communes sont plus élevés que ceux des installations dont disposaient antérieurement les organismes des Nations Unies: il s'agit notamment des dépenses afférentes à des salles de réunion et équipements connexes situés dans le complexe des Nations Unies qui peuvent être utilisés par tous les organismes des Nations Unies.

VI. IMPRÉVUS ET FONDS SPÉCIAL POUR LA PARTICIPATION

99. Si l'Assemblée générale décidait de ne pas inscrire les sessions de la Conférence des Parties au calendrier des réunions financées par le budget ordinaire de l'ONU, les Parties devraient supporter les coûts liés aux services de conférence. Un budget conditionnel a donc été prévu pour couvrir une telle éventualité.

100. On suppose que le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention se réunira au total pendant huit jours ouvrables en 2008 et la Conférence des Parties pendant deux semaines consécutives en 2009. Il faudra donc prévoir des ressources pour assurer le service des séances pendant deux semaines, en tenant compte de la possibilité que deux séances simultanées se tiennent à tout moment au cours de cette période (autrement dit 20 séances par semaine ou 40 séances au cours de la période de deux semaines), et pour financer la traduction, la reproduction et la distribution d'une documentation de présession (2 000 pages), de session (150 pages) et d'après-session (100 pages). Le total correspondant est estimé à 1 985 000 euros (2 679 000 dollars) (voir le tableau 8).

Tableau 8. Montant estimatif du budget conditionnel pour les services de conférence (au cas où l'Assemblée générale déciderait de ne pas imputer les sessions de la Conférence des Parties sur son budget ordinaire)
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | 2003 | | 2005 | | 2008-2009 | |
|--|---------|--------|---------|-------|-----------|--------|
| | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | | 0,8569 | | 1,085 | | 1,3500 |
| Services de conférence de l'ONU | 2 264 | 2 642 | 2 332 | 2 149 | 2 371 | 1 757 |
| Frais généraux (13 %) | 294 | 343 | 303 | 279 | 308 | 228 |
| Montant total des ressources nécessaires | 2 558 | 2 985 | 2 635 | 2 428 | 2 679 | 1 985 |

101. Au cas où la Conférence des Parties tiendrait sa neuvième session à Bonn, un montant supplémentaire de 1 492 000 euros (2 014 000 dollars) serait nécessaire pour couvrir les dépenses d'ordre logistique (location d'espaces de conférence, installation des systèmes de communication, engagement de personnel local de conférence, fourniture de systèmes et d'agents de sécurité, location de matériel et fournitures) (voir le tableau 9).

Tableau 9. Dépenses de fonctionnement qu'entraînerait la tenue de la neuvième session de la Conférence des Parties à Bonn
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | Montant estimatif des dépenses pour la neuvième session | |
|--|---|--------|
| | 2009 | |
| | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | | 1,3500 |
| Coûts supplémentaires | 1 620 | 1 200 |
| Imprévus | 162 | 120 |
| Total partiel | 1 782 | 1 320 |
| Frais généraux | 232 | 172 |
| Montant total des ressources nécessaires | 2 014 | 1 492 |

102. Le tableau ci-dessous indique le montant estimatif des ressources dont le Fonds spécial pour la participation aura besoin au cours de l'exercice biennal.

Tableau 10. Estimation des dépenses du Fonds spécial
(En milliers de dollars/euros)

| Objet de dépense | 2008-2009 ^a | |
|--|------------------------|--------|
| | Dollars | Euros |
| <i>Taux de change utilisé</i> | | 1,3500 |
| Frais de voyage des représentants et des participants aux réunions | | |
| Septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention | 1 400 | 1 037 |
| Neuvième session de la Conférence des Parties | 1 500 | 1 111 |
| Frais généraux | 377 | 279 |
| Montant total des ressources nécessaires | 2 929 | 2 427 |

^a Cette estimation englobe uniquement la septième session du Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre et la neuvième session de la Conférence des Parties. Si d'autres réunions étaient prévues en 2008 et/ou 2009, il faudrait la réviser en conséquence.

VII. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

103. Le présent projet de programme et de budget détaille le programme de travail et les ressources nécessaires au titre du budget de base, sans toutefois restituer au secrétariat l'intégralité de ses capacités opérationnelles sur la base de l'effectif total approuvé. Il présente également une estimation des dépenses du Fonds spécial pour la participation et donne un aperçu des activités prévues dans chaque programme au titre du Fonds supplémentaire. De plus amples renseignements sur les activités supplémentaires figurent dans le document ICCD/COP(8)/2/Add.3.

104. Parmi les principales activités prévues pour l'exercice biennal 2008-2009, il convient de mentionner: les sessions de la Conférence des Parties et de ses organes subsidiaires; l'appui à l'élaboration des rapports sur l'application de la Convention dans d'autres régions que l'Afrique et les diverses dispositions à prendre en vue de la prochaine réunion d'examen; et le renforcement des dimensions scientifiques, thématiques et synergiques dans le processus de mise en œuvre de la Convention.

105. Des facteurs extérieurs indépendants des activités du secrétariat, en particulier les variations du taux de change entre l'euro et le dollar, ont d'importantes incidences sur les ressources inscrites au budget, ainsi qu'il ressort de l'actualisation des coûts à laquelle il a été procédé pour le budget envisagé. En vue de faire face aux problèmes budgétaires qui en découlent, notamment entre les sessions de la Conférence des Parties, le présent document contient des analyses et des suggestions concernant les moyens de remédier aux difficultés de trésorerie.

B. Recommandations

106. À sa huitième session, la Conférence des Parties pourrait:

a) Approuver un montant total de 17 059 000 euros (23 027 000 dollars) pour l'exercice biennal 2008-2009, correspondant aux programmes énumérés au tableau 3 ci-dessus (non compris les dépenses pour imprévus);

b) Examiner les mesures possibles présentées par le secrétariat pour protéger les fonds de la Convention contre les effets préjudiciables des variations des taux de change et donner des directives à ce sujet;

c) Autoriser le secrétariat à appliquer le barème des quotes-parts que l'Assemblée générale a adopté à sa soixante et unième session;

d) Autoriser le Secrétaire exécutif à examiner au cours de l'exercice biennal 2008-2009 la structure du secrétariat et la répartition des postes à la lumière des résultats de l'examen stratégique;

e) Décider que le Secrétaire exécutif aura rang de Sous-Secrétaire général;

- f) Autoriser le Secrétaire exécutif à modifier le tableau d'effectifs comme indiqué ci-dessus au tableau 6;
- g) Revoir les cas d'anciens soldes impayés de contributions et indiquer au secrétariat ce qu'il y a lieu de faire à ce sujet;
- h) Faire savoir au secrétariat comment procéder au cas où l'Assemblée générale n'approuverait pas le financement des services de conférence recommandé dans le budget pour l'exercice biennal 2008-2009;
- i) Indiquer au secrétariat comment procéder en ce qui concerne les remaniements à opérer en matière de comptabilité en 2010 à l'échelle de l'ONU et les modifications qu'il faudra apporter aux systèmes et documents comptables correspondants pour donner effet du même coup à la comptabilisation, à la budgétisation et à la présentation d'informations en euros;
- j) Autoriser la création d'un fonds distinct pour les dépenses liées à l'adaptation du nouveau système comptable à la comptabilité en euros;
- k) Autoriser le Secrétaire exécutif à utiliser les excédents provenant des exercices biennaux antérieurs pour financer à hauteur des réserves disponibles le moins-perçu que pourrait provoquer une soudaine appréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis pendant le restant de l'exercice biennal en cours.

Annexe I

Hypothèses retenues pour calculer les coûts inscrits au budget

I. Coûts salariaux

1. **Coûts salariaux et dépenses communes de personnel:** Les coûts standard (en dollars É.-U.) retenus pour calculer les dépenses de personnel dans le projet de budget sont basés sur les coûts salariaux effectifs de mars 2007, ajustés en fonction du taux de change en vigueur au moment où le budget a été établi en avril et mai 2007, soit un taux de 1 euro pour 1,35 dollar environ (voir le tableau A.I.1).

Tableau A.I.1. Coûts salariaux standard
(En dollars par an)

| Classe ^a | | 2002 | 2003 | 2004 | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---------------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | | <i>0,8569</i> | <i>0,8569</i> | <i>1,0850</i> | <i>1,0850</i> | <i>1,1696</i> | <i>1,1696</i> | <i>1,3500</i> | <i>1,3500</i> |
| SSG | en dollars | 169,8 | 187,6 | 242,0 | 272,1 | 238,0 | 242,3 | 253,0 | 266,0 |
| | en euros | 198,2 | 218,9 | 223,0 | 250,8 | 203,5 | 207,2 | 187,4 | 197,0 |
| D-2 | en dollars | 148,3 | 149,8 | 195,5 | 219,8 | 215,6 | 219,4 | 242,0 | 254,0 |
| | en euros | 173,1 | 174,8 | 180,2 | 202,6 | 184,3 | 187,6 | 179,3 | 188,1 |
| D-1 | en dollars | 134,6 | 135,9 | 248,0 | 278,8 | 197,1 | 200,6 | 220,0 | 231,0 |
| | en euros | 157,1 | 158,6 | 228,6 | 257,0 | 168,5 | 171,5 | 163,0 | 171,1 |
| P-5 | en dollars | 124,8 | 126,0 | 160,0 | 179,9 | 166,2 | 169,1 | 199,0 | 209,0 |
| | en euros | 145,6 | 147,0 | 147,5 | 165,8 | 142,1 | 144,6 | 147,4 | 154,8 |
| P-4 | en dollars | 109,0 | 110,1 | 140,0 | 157,4 | 140,2 | 142,9 | 168,0 | 176,0 |
| | en euros | 127,2 | 128,5 | 129,0 | 145,1 | 119,9 | 122,2 | 124,4 | 130,4 |
| P-3 | en dollars | 93,1 | 94,0 | 113,0 | 127,1 | 117,9 | 120,1 | 147,0 | 154,0 |
| | en euros | 108,6 | 109,7 | 104,1 | 117,1 | 100,8 | 102,7 | 108,9 | 114,1 |
| P-2 | en dollars | 76,3 | 77,1 | 101,0 | 113,6 | 98,5 | 100,4 | 110,0 | 116,0 |
| | en euros | 89,0 | 90,0 | 93,1 | 104,7 | 84,2 | 85,8 | 81,5 | 85,9 |
| G | en dollars | 54,2 | 54,7 | 63,0 | 72,7 | 86,5 | 90,9 | 98,0 | 103,0 |
| | en euros | 63,3 | 63,8 | 58,1 | 67,0 | 74,0 | 77,7 | 72,6 | 76,3 |

^a SSG: Sous-Secrétaire général; D: directeur; P: administrateur; G: agent des services généraux.

2. **Personnel temporaire (autre que pour les réunions):** Les dépenses calculées pour le recrutement de personnel temporaire (autre que pour les réunions) représentent 1 % du total des coûts salariaux.

3. **Heures supplémentaires:** Les dépenses prévues pour rémunérer les heures supplémentaires correspondent à 20 % d'un mois de salaire standard pour chaque poste d'agent des services généraux par an.

II. Autres dépenses

4. **Services de consultants:** Le montant prévu correspond aux contrats à passer avec des institutions et des particuliers pour des services qui nécessitent des compétences spécialisées dont le secrétariat ne dispose pas. Les coûts ont été estimés en fonction des besoins effectifs et des dépenses engagées à ce titre dans le passé.

5. **Experts et groupes d'experts:** Le montant prévu pour les experts comprend les frais de voyage et les frais liés à la participation aux réunions et aux examens. Les coûts ont été estimés en fonction des besoins effectifs et des dépenses engagées à ce titre dans le passé.

6. **Frais généraux de fonctionnement:** Ces dépenses représentent les frais de location et d'entretien des locaux et du matériel, les frais de communication, les frais d'expédition et les frais liés à d'autres services contractuels requis pour les réunions ainsi que pour le fonctionnement du secrétariat. Les projections ont été établies à partir des données antérieures. Les dépenses afférentes au Bureau de liaison de New York sont partagées avec le secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.

7. **Dépenses de fonctionnement à l'échelle du secrétariat:** Ces dépenses correspondent à l'achat de mobilier et de matériel, aux travaux d'impression, aux activités de formation du personnel et aux contributions aux services communs des Nations Unies à Bonn. Les projections ont été établies à partir des données antérieures et ajustées en fonction des besoins effectifs.

III. Dépenses d'appui aux programmes (fonds pour frais généraux) et provisionnement de la réserve de trésorerie

8. Conformément aux procédures financières de la Convention (décision 15/COP.1), des fonds pour frais généraux, représentant 13 % du montant des dépenses au titre des programmes, ainsi qu'une réserve de trésorerie représentant 8,3 % du budget total (un mois de dépenses de fonctionnement) doivent être prévus au budget de la Convention.

IV. Taux de change

9. Tous les coûts ont été calculés sur la base des dépenses effectives et d'une estimation des coûts additionnels pour l'exercice biennal 2008-2009, le cas échéant. La fluctuation du taux de change euro/dollar des États-Unis a été prise en compte. On s'est fondé sur un taux de 1 euro = 1,35 dollar (tableaux A.I.2 et A.I.3). S'il y a lieu, les projections budgétaires seront recalculées aux taux de change courants et communiquées aux Parties au début de la huitième session de la Conférence des Parties.

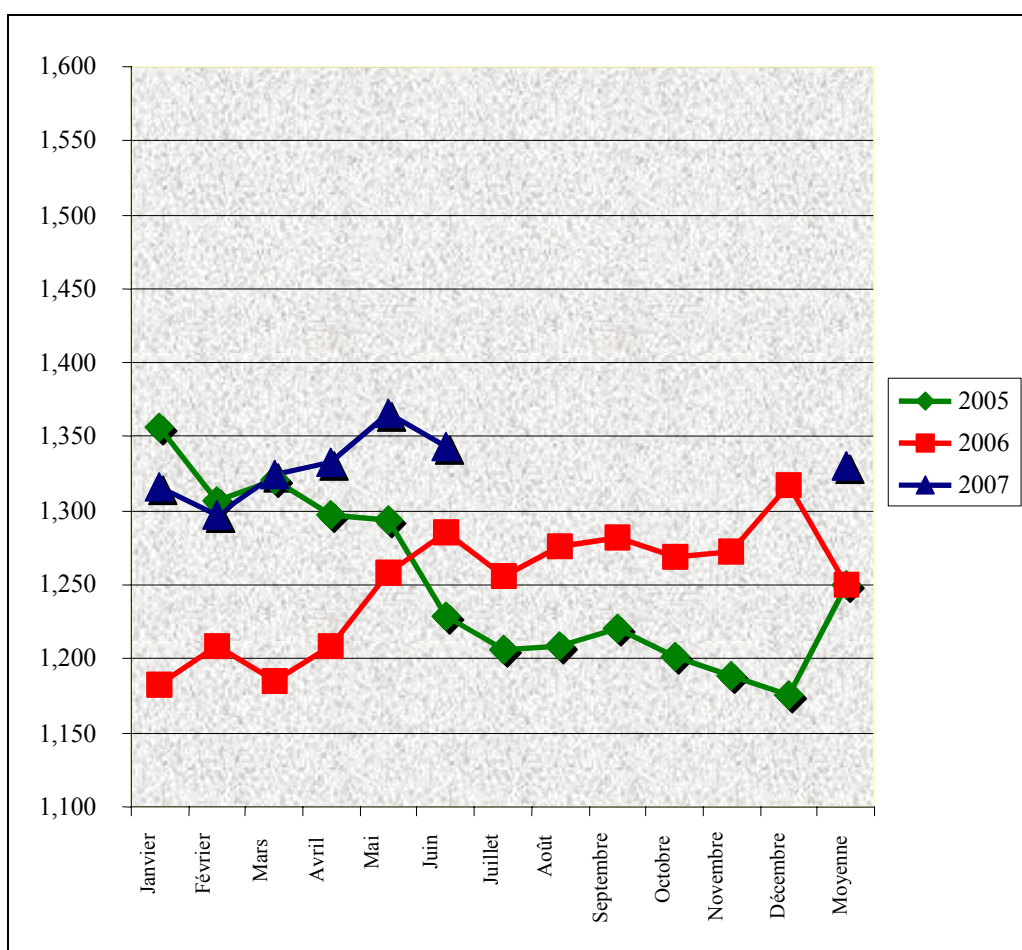
Tableau A.I.2. Taux de change de l'euro par rapport au dollar des États-Unis

| | Janv. | Févr. | Mars | Avril | Mai | Juin | Juill. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Moyenne |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 2005 | 0,737 | 0,765 | 0,757 | 0,771 | 0,773 | 0,814 | 0,829 | 0,827 | 0,820 | 0,832 | 0,841 | 0,850 | 0,801 |
| 2006 | 0,845 | 0,827 | 0,844 | 0,827 | 0,795 | 0,778 | 0,796 | 0,784 | 0,780 | 0,788 | 0,786 | 0,759 | 0,803 |
| 2007 | 0,760 | 0,771 | 0,755 | 0,750 | 0,732 | 0,744 | | | | | | | 0,752 |

Tableau A.I.3. Taux de change du dollar des États-Unis par rapport à l'euro

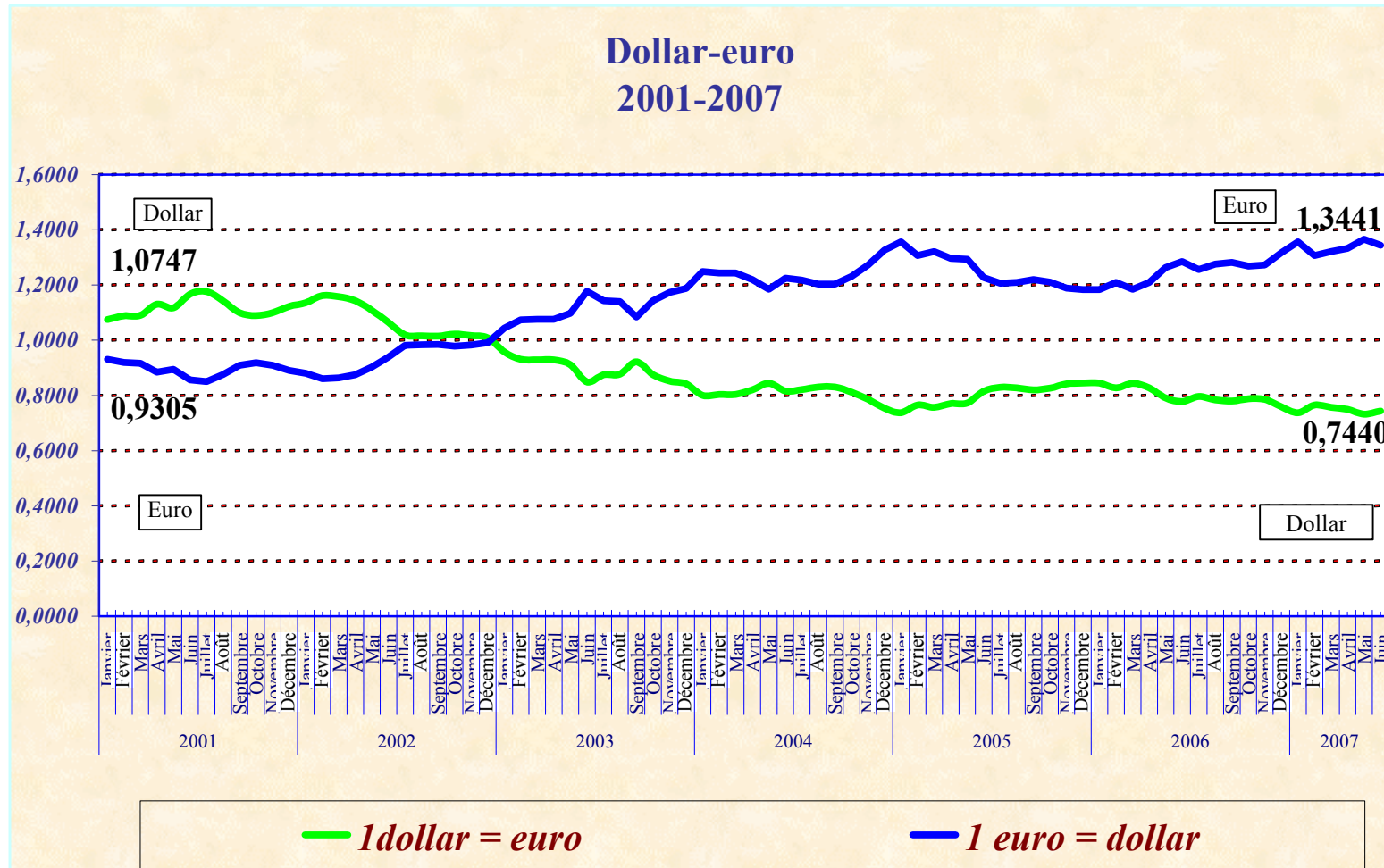
| | Janv. | Févr. | Mars | Avril | Mai | Juin | Juill. | Août | Sept. | Oct. | Nov. | Déc. | Moyenne |
|-------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------|
| 2005 | 1,357 | 1,307 | 1,321 | 1,297 | 1,294 | 1,229 | 1,206 | 1,209 | 1,220 | 1,202 | 1,189 | 1,176 | 1,251 |
| 2006 | 1,183 | 1,209 | 1,185 | 1,209 | 1,258 | 1,285 | 1,256 | 1,276 | 1,282 | 1,269 | 1,272 | 1,318 | 1,250 |
| 2007 | 1,316 | 1,297 | 1,325 | 1,333 | 1,366 | 1,344 | | | | | | | 1,330 |

**Taux de change officiel de l'ONU
euro-dollar**



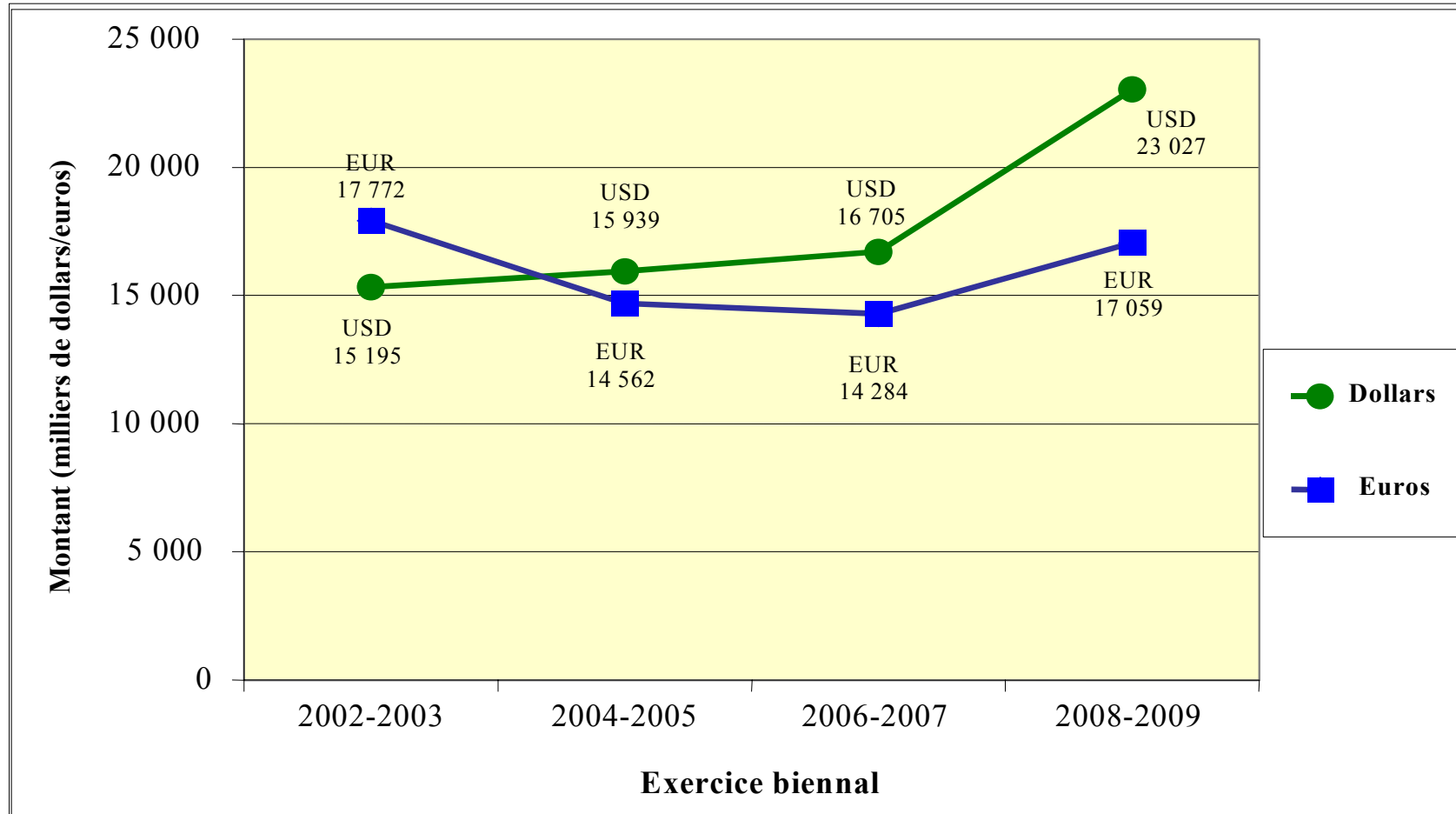
Annexe II

Évolution du dollar des États-Unis par rapport à l'euro de janvier 2001 à juin 2007 aux taux de change officiels de l'ONU



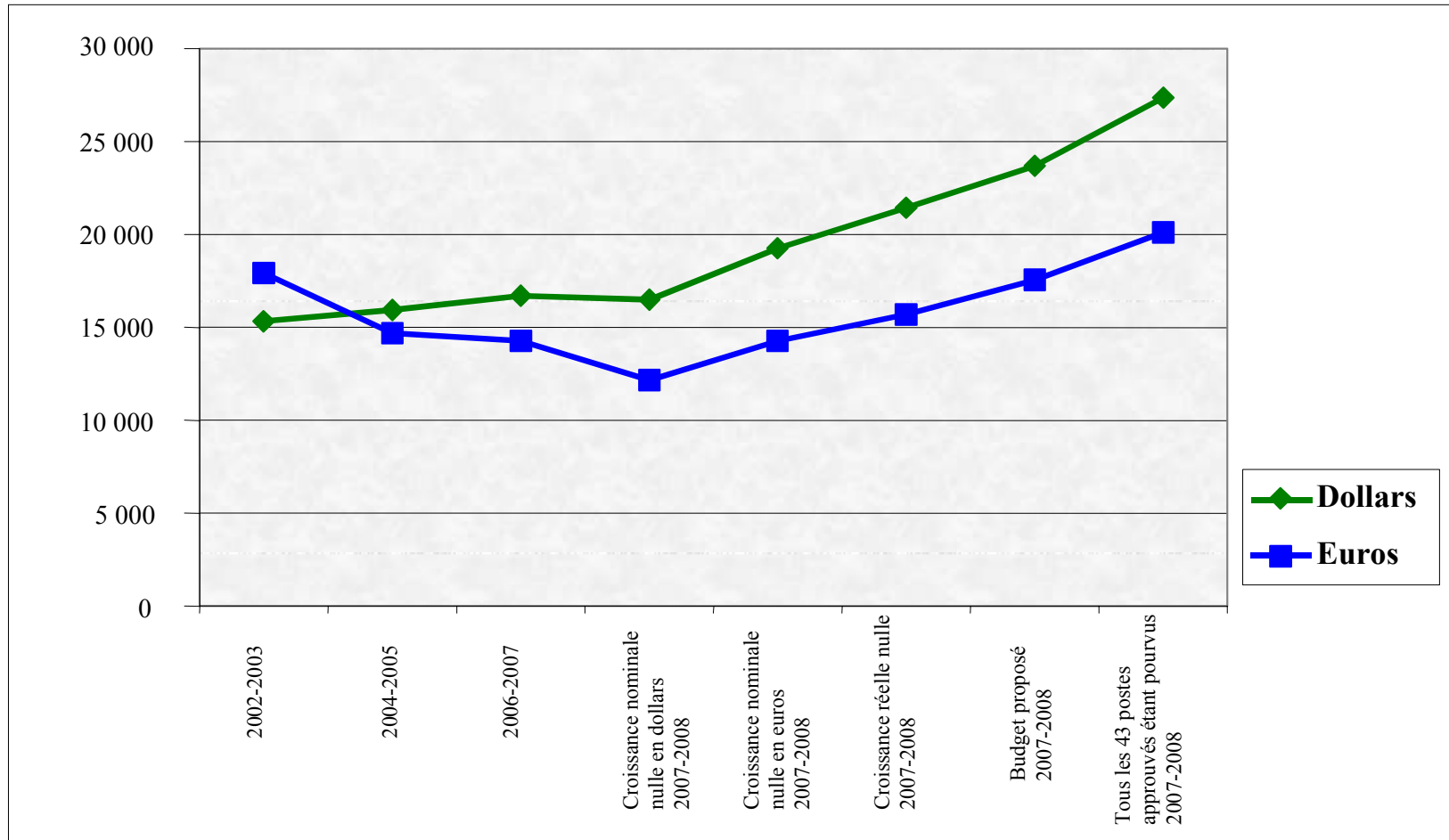
Annexe III

Évolution du budget – en dollars des États-Unis et en euros



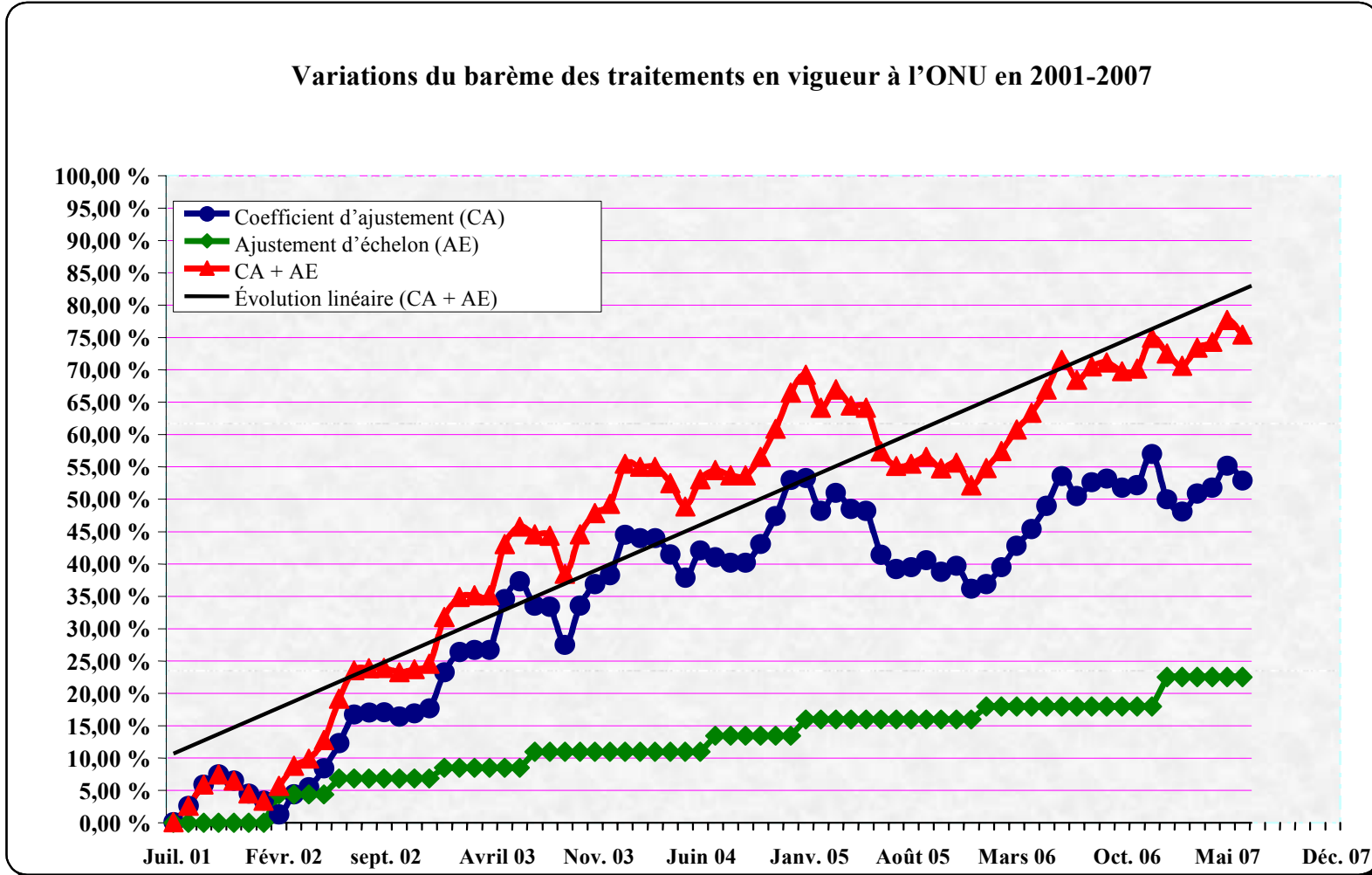
Annexe IV

Évolution du budget, en dollars et en euros, pour les budgets approuvés et les différentes présentations
(croissance nominale nulle, croissance réelle nulle, totalité des 43 postes approuvés)



Annexe V

Variations du barème des traitements en 2001-2007



Annexe VI

Barème indicatif des quotes-parts pour le financement du budget de base pour 2008 et 2009

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|--------------------|-----|------------|--|------------------------|---------|------------------------|---------|-------------------------------------|-----------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 1 | Afghanistan | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 2 | Afrique du Sud | | 0,290 | 0,281 | 31 810 | 23 570 | 32 890 | 24 370 | 64 700 | 47 940 |
| 3 | Albanie | | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |
| 4 | Algérie | | 0,085 | 0,082 | 9 280 | 6 880 | 9 600 | 7 110 | 18 880 | 13 990 |
| 5 | Allemagne | | 8,577 | 8,307 | 940 440 | 696 710 | 972 420 | 720 380 | 1 912 860 | 1 417 090 |
| 6 | Andorre | | 0,008 | 0,008 | 910 | 670 | 940 | 690 | 1 850 | 1 360 |
| 7 | Angola | PMA | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 8 | Antigua-et-Barbuda | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 9 | Arabie saoudite | | 0,748 | 0,724 | 81 960 | 60 720 | 84 750 | 62 790 | 166 710 | 123 510 |
| 10 | Argentine | | 0,325 | 0,315 | 35 660 | 26 420 | 36 870 | 27 320 | 72 530 | 53 740 |
| 11 | Arménie | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 12 | Australie | | 1,787 | 1,731 | 195 970 | 145 180 | 202 630 | 150 110 | 398 600 | 295 290 |
| 13 | Autriche | | 0,887 | 0,859 | 97 250 | 72 040 | 100 550 | 74 490 | 197 800 | 146 530 |
| 14 | Azerbaïdjan | | 0,005 | 0,005 | 570 | 420 | 590 | 430 | 1 160 | 850 |
| 15 | Bahamas | | 0,016 | 0,015 | 1 700 | 1 260 | 1 760 | 1 300 | 3 460 | 2 560 |
| 16 | Bahreïn | | 0,033 | 0,032 | 3 620 | 2 680 | 3 750 | 2 780 | 7 370 | 5 460 |
| 17 | Bangladesh | PMA | 0,010 | 0,010 | 1 130 | 840 | 1 170 | 870 | 2 300 | 1 710 |
| 18 | Barbade | | 0,009 | 0,009 | 1 020 | 750 | 1 050 | 780 | 2 070 | 1 530 |
| 19 | Bélarus | | 0,020 | 0,019 | 2 150 | 1 590 | 2 220 | 1 650 | 4 370 | 3 240 |
| 20 | Belgique | | 1,102 | 1,067 | 120 800 | 89 490 | 124 900 | 92 530 | 245 700 | 182 020 |
| 21 | Belize | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|-----------------------|-----|------------|--|------------------------|---------|------------------------|---------|-------------------------------------|---------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 22 | Bénin | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 23 | Bhoutan | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 24 | Bolivie | | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |
| 25 | Bosnie-Herzégovine | | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |
| 26 | Botswana | | 0,014 | 0,014 | 1 580 | 1 170 | 1 640 | 1 210 | 3 220 | 2 380 |
| 27 | Brésil | | 0,876 | 0,848 | 96 000 | 71 120 | 99 270 | 73 540 | 195 270 | 144 660 |
| 28 | Brunei Darussalam | | 0,026 | 0,025 | 2 830 | 2 100 | 2 930 | 2 170 | 5 760 | 4 270 |
| 29 | Bulgarie | | 0,020 | 0,019 | 2 150 | 1 590 | 2 220 | 1 650 | 4 370 | 3 240 |
| 30 | Burkina Faso | PMA | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 31 | Burundi | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 32 | Cambodge | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 33 | Cameroun | | 0,009 | 0,009 | 1 020 | 750 | 1 050 | 780 | 2 070 | 1 530 |
| 34 | Canada | | 2,977 | 2,883 | 326 380 | 241 800 | 337 480 | 250 010 | 663 860 | 491 810 |
| 35 | Cap-Vert | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 36 | Chili | | 0,161 | 0,156 | 17 660 | 13 080 | 18 260 | 13 530 | 35 920 | 26 610 |
| 37 | Chine | | 2,667 | 2,583 | 292 420 | 216 640 | 302 370 | 224 000 | 594 790 | 440 640 |
| 38 | Chypre | | 0,044 | 0,043 | 4 870 | 3 610 | 5 030 | 3 730 | 9 900 | 7 340 |
| 39 | Colombie | | 0,105 | 0,102 | 11 550 | 8 550 | 11 940 | 8 850 | 23 490 | 17 400 |
| 40 | Communauté européenne | | 2,500 | 2,500 | 283 030 | 209 680 | 292 650 | 216 800 | 575 680 | 426 480 |
| 41 | Comores | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 42 | Congo | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 43 | Costa Rica | | 0,032 | 0,031 | 3 510 | 2 600 | 3 630 | 2 690 | 7 140 | 5 290 |
| 44 | Côte d'Ivoire | | 0,009 | 0,009 | 1 020 | 750 | 1 050 | 780 | 2 070 | 1 530 |
| 45 | Croatie | | 0,050 | 0,048 | 5 430 | 4 030 | 5 620 | 4 160 | 11 050 | 8 190 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|---------------------------------------|-----|------------|--|------------------------|-----------|------------------------|-----------|-------------------------------------|-----------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 46 | Cuba | | 0,054 | 0,052 | 5 890 | 4 360 | 6 090 | 4 510 | 11 980 | 8 870 |
| 47 | Danemark | | 0,739 | 0,716 | 81 060 | 60 050 | 83 810 | 62 090 | 164 870 | 122 140 |
| 48 | Djibouti | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 49 | Dominique | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 50 | Égypte | | 0,088 | 0,085 | 9 620 | 7 130 | 9 950 | 7 370 | 19 570 | 14 500 |
| 51 | El Salvador | | 0,020 | 0,019 | 2 150 | 1 590 | 2 220 | 1 650 | 4 370 | 3 240 |
| 52 | Émirats arabes unis | | 0,302 | 0,293 | 33 170 | 24 570 | 34 300 | 25 410 | 67 470 | 49 980 |
| 53 | Équateur | | 0,021 | 0,020 | 2 260 | 1 680 | 2 340 | 1 730 | 4 600 | 3 410 |
| 54 | Érythrée | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 55 | Espagne | | 2,968 | 2,875 | 325 480 | 241 130 | 336 550 | 249 320 | 662 030 | 490 450 |
| 56 | États-Unis d'Amérique ^c | | 22,000 | 22,000 | 2 490 760 | 1 845 340 | 2 575 230 | 1 907 680 | 5 065 990 | 3 753 020 |
| 57 | Éthiopie | PMA | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 58 | ex-République yougoslave de Macédoine | | 0,005 | 0,005 | 570 | 420 | 590 | 430 | 1 160 | 850 |
| 59 | Fédération de Russie | | 1,200 | 1,162 | 131 550 | 97 460 | 136 020 | 100 770 | 267 570 | 198 230 |
| 60 | Fidji | | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 61 | Finlande | | 0,564 | 0,546 | 61 810 | 45 790 | 63 910 | 47 350 | 125 720 | 93 140 |
| 62 | France | | 6,301 | 6,103 | 690 920 | 511 860 | 714 420 | 529 250 | 1 405 340 | 1 041 110 |
| 63 | Gabon | | 0,008 | 0,008 | 910 | 670 | 940 | 690 | 1 850 | 1 360 |
| 64 | Gambie | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 65 | Géorgie | | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 66 | Ghana | | 0,004 | 0,004 | 450 | 340 | 470 | 350 | 920 | 690 |
| 67 | Grèce | | 0,596 | 0,577 | 65 320 | 48 390 | 67 540 | 50 040 | 132 860 | 98 430 |
| 68 | Grenade | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|--------------------------------|-----|------------|--|------------------------|-----------|------------------------|-----------|-------------------------------------|-----------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 69 | Guatemala | | 0,032 | 0,031 | 3 510 | 2 600 | 3 630 | 2 690 | 7 140 | 5 290 |
| 70 | Guinée | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 71 | Guinée équatoriale | PMA | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 72 | Guinée-Bissau | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 73 | Guyana | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 74 | Haïti | PMA | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 75 | Honduras | | 0,005 | 0,005 | 570 | 420 | 590 | 430 | 1 160 | 850 |
| 76 | Hongrie | | 0,244 | 0,236 | 26 720 | 19 790 | 27 630 | 20 470 | 54 350 | 40 260 |
| 77 | Îles Cook | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 78 | Îles Marshall | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 79 | Îles Salomon | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 80 | Inde | | 0,450 | 0,436 | 49 360 | 36 570 | 51 040 | 37 810 | 100 400 | 74 380 |
| 81 | Indonésie | | 0,161 | 0,156 | 17 660 | 13 080 | 18 260 | 13 530 | 35 920 | 26 610 |
| 82 | Iran (République islamique d') | | 0,180 | 0,174 | 19 700 | 14 590 | 20 370 | 15 090 | 40 070 | 29 680 |
| 83 | Irlande | | 0,445 | 0,431 | 48 790 | 36 150 | 50 450 | 37 380 | 99 240 | 73 530 |
| 84 | Islande | | 0,037 | 0,036 | 4 080 | 3 020 | 4 210 | 3 120 | 8 290 | 6 140 |
| 85 | Israël | | 0,419 | 0,406 | 45 960 | 34 050 | 47 530 | 35 210 | 93 490 | 69 260 |
| 86 | Italie | | 5,079 | 4,919 | 556 880 | 412 560 | 575 820 | 426 580 | 1 132 700 | 839 140 |
| 87 | Jamahiriya arabe libyenne | | 0,062 | 0,060 | 6 790 | 5 030 | 7 020 | 5 200 | 13 810 | 10 230 |
| 88 | Jamaïque | | 0,010 | 0,010 | 1 130 | 840 | 1 170 | 870 | 2 300 | 1 710 |
| 89 | Japon | | 16,624 | 16,101 | 1 822 790 | 1 350 390 | 1 884 780 | 1 396 280 | 3 707 570 | 2 746 670 |
| 90 | Jordanie | | 0,012 | 0,012 | 1 360 | 1 010 | 1 400 | 1 040 | 2 760 | 2 050 |
| 91 | Kazakhstan | | 0,029 | 0,028 | 3 170 | 2 350 | 3 280 | 2 430 | 6 450 | 4 780 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|-------------------------------|-----|------------|--|------------------------|---------|------------------------|---------|-------------------------------------|---------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 92 | Kenya | | 0,010 | 0,010 | 1 130 | 840 | 1 170 | 870 | 2 300 | 1 710 |
| 93 | Kirghizistan | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 94 | Kiribati | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 95 | Koweït | | 0,182 | 0,176 | 19 920 | 14 760 | 20 600 | 15 260 | 40 520 | 30 020 |
| 96 | Lesotho | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 97 | Lettonie | | 0,018 | 0,017 | 1 920 | 1 430 | 1 990 | 1 470 | 3 910 | 2 900 |
| 98 | Liban | | 0,034 | 0,033 | 3 740 | 2 770 | 3 860 | 2 860 | 7 600 | 5 630 |
| 99 | Libéria | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 100 | Liechtenstein | | 0,010 | 0,010 | 1 130 | 840 | 1 170 | 870 | 2 300 | 1 710 |
| 101 | Lituanie | | 0,031 | 0,030 | 3 400 | 2 520 | 3 510 | 2 600 | 6 910 | 5 120 |
| 102 | Luxembourg | | 0,085 | 0,082 | 9 280 | 6 880 | 9 600 | 7 110 | 18 880 | 13 990 |
| 103 | Madagascar | PMA | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 104 | Malawi | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 105 | Malaisie | | 0,190 | 0,184 | 20 830 | 15 430 | 21 540 | 15 960 | 42 370 | 31 390 |
| 106 | Maldives | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 107 | Mali | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 108 | Malte | | 0,017 | 0,016 | 1 810 | 1 340 | 1 870 | 1 390 | 3 680 | 2 730 |
| 109 | Maroc | | 0,042 | 0,041 | 4 640 | 3 440 | 4 800 | 3 560 | 9 440 | 7 000 |
| 110 | Maurice | | 0,011 | 0,011 | 1 250 | 920 | 1 290 | 950 | 2 540 | 1 870 |
| 111 | Mauritanie | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 112 | Mexique | | 2,257 | 2,186 | 247 480 | 183 340 | 255 890 | 189 570 | 503 370 | 372 910 |
| 113 | Micronésie (États fédérés de) | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 114 | Moldova | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 115 | Monaco | | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|---------------------------|-----|------------|--|------------------------|---------|------------------------|---------|-------------------------------------|---------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 116 | Mongolie | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 117 | Mozambique | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 118 | Myanmar | PMA | 0,005 | 0,005 | 570 | 420 | 590 | 430 | 1 160 | 850 |
| 119 | Namibie | | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |
| 120 | Nauru | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 121 | Népal | PMA | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 122 | Nicaragua | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 123 | Niger | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 124 | Nigéria | | 0,048 | 0,046 | 5 210 | 3 860 | 5 380 | 3 990 | 10 590 | 7 850 |
| 125 | Nioué | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 126 | Norvège | | 0,782 | 0,757 | 85 700 | 63 490 | 88 610 | 65 650 | 174 310 | 129 140 |
| 127 | Nouvelle-Zélande | | 0,256 | 0,248 | 28 080 | 20 800 | 29 030 | 21 510 | 57 110 | 42 310 |
| 128 | Oman | | 0,073 | 0,071 | 8 040 | 5 950 | 8 310 | 6 160 | 16 350 | 12 110 |
| 129 | Ouganda | PMA | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 130 | Ouzbékistan | | 0,008 | 0,008 | 910 | 670 | 940 | 690 | 1 850 | 1 360 |
| 131 | Pakistan | | 0,059 | 0,057 | 6 450 | 4 780 | 6 670 | 4 940 | 13 120 | 9 720 |
| 132 | Palaos | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 133 | Panama | | 0,023 | 0,022 | 2 490 | 1 850 | 2 580 | 1 910 | 5 070 | 3 760 |
| 134 | Papouasie-Nouvelle-Guinée | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 135 | Paraguay | | 0,005 | 0,005 | 570 | 420 | 590 | 430 | 1 160 | 850 |
| 136 | Pays-Bas | | 1,873 | 1,814 | 205 360 | 152 140 | 212 350 | 157 310 | 417 710 | 309 450 |
| 137 | Pérou | | 0,078 | 0,076 | 8 600 | 6 370 | 8 900 | 6 590 | 17 500 | 12 960 |
| 138 | Philippines | | 0,078 | 0,076 | 8 600 | 6 370 | 8 900 | 6 590 | 17 500 | 12 960 |
| 139 | Pologne | | 0,501 | 0,485 | 54 910 | 40 680 | 56 770 | 42 060 | 111 680 | 82 740 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|---|-----|------------|--|------------------------|---------|------------------------|---------|-------------------------------------|-----------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 140 | Portugal | | 0,527 | 0,510 | 57 740 | 42 770 | 59 700 | 44 230 | 117 440 | 87 000 |
| 141 | Qatar | | 0,085 | 0,082 | 9 280 | 6 880 | 9 600 | 7 110 | 18 880 | 13 990 |
| 142 | République arabe syrienne | | 0,016 | 0,015 | 1 700 | 1 260 | 1 760 | 1 300 | 3 460 | 2 560 |
| 143 | République centrafricaine | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 144 | République de Corée | | 2,173 | 2,105 | 238 310 | 176 550 | 246 410 | 182 550 | 484 720 | 359 100 |
| 145 | République démocratique du Congo | PMA | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 146 | République démocratique populaire lao | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 147 | République dominicaine | | 0,024 | 0,023 | 2 600 | 1 930 | 2 690 | 1 990 | 5 290 | 3 920 |
| 148 | République populaire démocratique de Corée | | 0,007 | 0,007 | 790 | 590 | 820 | 610 | 1 610 | 1 200 |
| 149 | République tchèque | | 0,281 | 0,272 | 30 790 | 22 810 | 31 840 | 23 590 | 62 630 | 46 400 |
| 150 | République-Unie de Tanzanie | PMA | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |
| 151 | Roumanie | | 0,070 | 0,068 | 7 700 | 5 700 | 7 960 | 5 900 | 15 660 | 11 600 |
| 152 | Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | | 6,642 | 6,433 | 728 280 | 539 540 | 753 050 | 557 870 | 1 481 330 | 1 097 410 |
| 153 | Rwanda | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 154 | Saint-Kitts-et-Nevis | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 155 | Sainte-Lucie | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 156 | Saint-Marin | | 0,003 | 0,003 | 340 | 250 | 350 | 260 | 690 | 510 |
| 157 | Saint-Vincent-et-les Grenadines | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|----------------------|-----|------------|--|------------------------|--------|------------------------|---------|-------------------------------------|---------|
| | | | (%) | (%) ^b | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| 158 | Samoa | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 159 | Sao-Tomé-et-Principe | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 160 | Sénégal | | 0,004 | 0,004 | 450 | 340 | 470 | 350 | 920 | 690 |
| 161 | Seychelles | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 162 | Sierra Leone | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 163 | Singapour | | 0,347 | 0,336 | 38 040 | 28 180 | 39 330 | 29 140 | 77 370 | 57 320 |
| 164 | Slovaquie | | 0,063 | 0,061 | 6 910 | 5 120 | 7 140 | 5 290 | 14 050 | 10 410 |
| 165 | Slovénie | | 0,096 | 0,093 | 10 530 | 7 800 | 10 890 | 8 060 | 21 420 | 15 860 |
| 166 | Somalie | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 167 | Soudan | PMA | 0,010 | 0,010 | 1 130 | 840 | 1 170 | 870 | 2 300 | 1 710 |
| 168 | Sri Lanka | | 0,016 | 0,015 | 1 700 | 1 260 | 1 760 | 1 300 | 3 460 | 2 560 |
| 169 | Suède | | 1,071 | 1,037 | 117 400 | 86 970 | 121 390 | 89 930 | 238 790 | 176 900 |
| 170 | Suisse | | 1,216 | 1,178 | 133 360 | 98 800 | 137 900 | 102 160 | 271 260 | 200 960 |
| 171 | Suriname | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 172 | Swaziland | | 0,002 | 0,002 | 230 | 170 | 230 | 170 | 460 | 340 |
| 173 | Tadjikistan | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 174 | Tchad | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 175 | Thaïlande | | 0,186 | 0,180 | 20 380 | 15 100 | 21 070 | 15 610 | 41 450 | 30 710 |
| 176 | Timor-Leste | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 177 | Togo | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 178 | Tonga | | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 179 | Trinité-et-Tobago | | 0,027 | 0,026 | 2 940 | 2 180 | 3 040 | 2 250 | 5 980 | 4 430 |
| 180 | Tunisie | | 0,031 | 0,030 | 3 400 | 2 520 | 3 510 | 2 600 | 6 910 | 5 120 |
| 181 | Turkménistan | | 0,006 | 0,006 | 680 | 500 | 700 | 520 | 1 380 | 1 020 |

| Partie à la Convention ^a | | (*) | Barème ONU | Barème indicatif des quotes-parts pour 2008-2009 | Contribution pour 2008 | | Contribution pour 2009 | | Montant total à verser en 2008-2009 | |
|-------------------------------------|--|-----|------------|--|------------------------|-----------|------------------------|-----------|-------------------------------------|------------|
| | | | | | Dollars | Euros | Dollars | Euros | Dollars | Euros |
| | | | (%) | (%) ^b | | | | | | |
| 182 | Turquie | | 0,381 | 0,369 | 41 770 | 30 950 | 43 200 | 32 000 | 84 970 | 62 950 |
| 183 | Tuvalu | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 184 | Ukraine | | 0,045 | 0,044 | 4 980 | 3 690 | 5 150 | 3 820 | 10 130 | 7 510 |
| 185 | Uruguay | | 0,027 | 0,026 | 2 940 | 2 180 | 3 040 | 2 250 | 5 980 | 4 430 |
| 186 | Vanuatu | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 187 | Venezuela (République bolivarienne du) | | 0,200 | 0,194 | 21 960 | 16 270 | 22 710 | 16 820 | 44 670 | 33 090 |
| 188 | Viet Nam | | 0,024 | 0,023 | 2 600 | 1 930 | 2 690 | 1 990 | 5 290 | 3 920 |
| 189 | Yémen | PMA | 0,007 | 0,007 | 790 | 590 | 820 | 610 | 1 610 | 1 200 |
| 190 | Zambie | PMA | 0,001 | 0,001 | 110 | 80 | 120 | 90 | 230 | 170 |
| 191 | Zimbabwe | | 0,008 | 0,008 | 910 | 670 | 940 | 690 | 1 850 | 1 360 |
| Total des contributions des Parties | | | 102,449 | 100,000 | 11 321 000 | 8 387 000 | 11 706 000 | 8 672 000 | 23 027 000 | 17 059 000 |

* Appartient à la catégorie des pays les moins avancés.

^a États et organisations d'intégration économique régionale parties à la Convention au 31 mai 2007.

^b Conformément au paragraphe 12 a) des Règles de gestion financière, le barème indicatif des quotes-parts est établi d'après le barème des quotes-parts de l'ONU, tel qu'il figure dans la résolution A/RES/61/237 de l'Assemblée générale, en date du 13 février 2007.

^c Les États-Unis d'Amérique considèrent que leur contribution au budget ordinaire de la Convention est une contribution volontaire.
